

L'URSS, les origines

1 - LE POUVOIR AUX MASSES PAUVRES, OUVRIERS ET PAYSANS

Le premier décret faisant suite à la Révolution Russe d'Octobre 1917 est le décret sur la paix : « *Le gouvernement ouvrier et paysan invite toutes les nations belligérantes à ouvrir sans délai les négociations d'une juste paix démocratique* ». Cette paix que propose le jeune pouvoir est le contraire de celle des bourgeois, qui font cette guerre sur le dos des peuples, pour se partager ou se répartir le contrôle du monde, s'emparer de territoires, de richesses. C'est une paix sans aucune annexion de territoire, ni indemnité à payer par personne. Trotski déclare: « *Ecoutez, peuples ! La révolution vous invite à la paix. Elle sera accusée d'avoir violé les traités. Mais elle en est fière. Rompre avec de sanglantes alliances de rapaces, c'est un grand mérite dans l'Histoire* ».

Puis, le congrès des soviets vote le décret sur la terre: « *La propriété terrienne des nobles est abolie immédiatement sans aucun droit de ré achat* ». Le décret ne concerne pas les terres que peuvent posséder certains paysans, et il rend légitime les terres que les paysans ont commencé à s'approprier et se partager.

Troisième question que discute le congrès des soviets, la formation d'un nouveau gouvernement. Les discussions sont très vives. Les représentants des partis socialistes, mencheviks comme socialistes-révolutionnaires, refusent de participer à un gouvernement à majorité bolchevik. La Pravda écrit: « *Ils veulent que nous soyons seuls à prendre le pouvoir, pour que nous soyons seuls à régler les terribles difficultés qui se sont posées devant le pays... Et bien, nous prenons le pouvoir tout seuls, nous appuyant sur les suffrages du pays, et comptant sur l'aide amicale du prolétariat européen* ». Lénine va se battre pour gagner une fraction au moins des SR, les socialistes-révolutionnaires de gauche. Trois d'entre eux seront commissaires du peuple («équivalent de ministres») de novembre 1917 à mars 1918. Et notamment Kolegaev qui sera commissaire du peuple à l'agriculture.

Très vite, de terribles difficultés commencent. Déjà, le général en chef Doukhonine refuse d'entamer les pourparlers de paix avec l'Etat major allemand. Lénine appelle alors la troupe à intervenir elle-même : « *Soldats, la cause de la paix est entre vos mains. Vous ne laisserez pas les généraux contre-révolutionnaires saboter la grande œuvre de la paix, vous les placerez sous bonne surveillance afin d'empêcher des lynchages indignes de l'armée révolutionnaire, et de ne pas permettre d'échapper au tribunal qui les attend. Vous observerez l'ordre révolutionnaire et militaire le plus strict. Que les régiments du front élisent sur l'heure des mandataires, afin d'engager avec l'ennemi des négociations d'armistice* ».

Dans les villes, non seulement la bourgeoisie mais aussi toute la petite-bourgeoisie se place contre la révolution. La jeunesse des écoles supérieures, les fonctionnaires, les employés supérieurs, les techniciens, les intellectuels, tous considèrent que ce sont des barbares qui ont pris le pouvoir. Alors que des épidémies menacent, les médecins, les instituteurs, les ingénieurs et les fonctionnaires, se mettent en grève à Moscou. A Petrograd, il n'y a plus qu'un fonctionnaire à son poste à la Banque d'Etat. Le centre de la contre-révolution, c'est l'Etat-major de l'armée. Pour y répondre, le 7 décembre, est mise en

place une « Commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution, la spéculation et le sabotage », connue sous le nom de Tchéka.

Cette Tchéka deviendra plus tard, du temps de Staline, un appareil de répression, une police politique impitoyable et envahissant toute la société (GPU, NKVD, KGB). Du coup, les accusateurs du communisme, et les auteurs du livre noir évidemment aussi, utilisent cette constitution aux premiers jours de la révolution pour dire : vous voyez bien, déjà sous Lénine, on a créé cet appareil policier. Pourtant, ils ne trouvent pas grand chose à attribuer à cet appareil si nocif. En janvier 1918, ils relèvent des actes de violence contre les officiers blancs ou des troupes de Cosaques. Mais là où ces actions ont lieu, il n'y a pas trace de Tchéka. Et ils sont obligés de reconnaître que « jusqu'en août-septembre 1918, il n'est presque jamais fait mention d'une tchéka locale qui dirigerait les massacres. D'ailleurs, jusqu'à cette date, le réseau des tchékas resta assez clairsemé ». Il s'agissait en fait d'excès violents de la population ou de l'armée révolutionnaire. S'ils sont à combattre, il faut aussi accepter qu'ils s'expliquent par des décennies de violence continue exercée par ces hommes de l'ancien pouvoir.

Pour assumer les tâches qui lui sont attribuées, la Tchéka dispose de cent personnes au départ, et 1200 en juin 1918. C'est très peu. Lénine ne dispose que d'une chose, sa parole, sa confiance dans les masses travailleuses. Il n'a aucun appareil pour obliger qui que ce soit. Dix jours après la prise du pouvoir, il lance ce nouvel appel : « Camarades, *travailleurs !* *Rappelez- vous que vous administrez désormais vous-mêmes l'Etat. Personne ne vous viendra en aide si vous ne vous unissez pas vous-mêmes et si vous ne prenez pas en main toutes les affaires de l'Etat (...) Rassemblez-vous autour de vos Soviets. Affermissez-les. Mettez à Vœuvre, par en bas, sans attendre aucun signal. Instituez l'ordre révolutionnaire le plus sévère, réprimez impitoyablement les excès anarchiques des voyous ivres, des junkers contrerévolutionnaires, des gens de Kornilov, etc. Instituez le contrôle le plus rigoureux de la production et le recensement des produits. Arrêtez et livrez au tribunal du peuple révolutionnaire quiconque ose nuire à la cause du peuple ».*

Un peu partout, les soviets se mettent à réquisitionner les stocks de vivres des commerçants, les vêtements chauds des riches. Des ouvriers font redémarrer des ateliers et des fabriques paralysés et abandonnés par leurs propriétaires. Mais tout n'est pas rose. Il y a aussi des ouvriers qui se mettent à exploiter leur usine pour leur propre compte, ou qui confisquent un train de ravitaillement dans leur localité. Et il y aura des exécutions pour l'exemple, pour stopper cette dérive dangereuse.

Dans les campagnes, plus encore que dans les villes, le nouveau pouvoir ne dispose que de son appel aux masses paysannes pour changer les choses. Une des premières déclarations du soviét des commissaires du peuple « *en appelle aux paysans eux-mêmes pour qu'ils s'emparent du pouvoir sur le champ* ». Les bolcheviks souhaiteraient que la saisie des domaines par les paysans ne se fasse pas comme sous le gouvernement provisoire, de manière violente et anarchique, mais d'une manière plus ordonnée, en évitant les destructions. Cela sera effectivement le cas dans les régions proches de Moscou et Petrograd, ou sur les terres agricoles d'Ukraine de l'Ouest, déjà transformées par le mode de production capitaliste. Ailleurs, le désordre va continuer tout l'hiver 1917-1918.

Durant cette première période où il s'agissait de prendre les terres aux anciens riches, aristocrates et nobles, grands propriétaires, les socialistes-révolutionnaires (SR) sont en accord avec les bolcheviks, et des SR de gauche sont au gouvernement. Mais une fois cette

nationalisation imposée d'en bas, les intérêts des diverses couches de paysans vont diverger. Et là, les SR se rangent du côté des paysans relativement aisés, travaillant une terre qui leur appartient. Alors que les bolcheviks prennent le parti des paysans sans terre, ou dont les terres sont si minuscules qu'ils ne peuvent pas en vivre sans se louer à d'autres.

Ceci dit, dans l'immensité du pays, les bolcheviks n'ont aucune influence sur la paysannerie. Leur idée, basée sur le marxisme, est qu'il faudrait aller au plus vite vers un travail collectivisé, en regroupant les terres et les moyens de les travailler. Mais la paysannerie en révolution opère la récupération des terres sous la forme d'une distribution légaliste et individualiste, correspondant d'ailleurs aux idées du parti SR. L'on ne voit pas des paysans d'une région manquant de terres aller vers une autre région où plus de terres sont disponibles. On s'emparait tout simplement des terres à l'échelle du village, de manière « équitable ». Les paysans décident seuls. Là où la terre est plus rare, ils font plutôt ce partage en fonction du nombre de consommateurs. Là où il y a plus de terres, c'est plutôt selon le nombre de bras capables de travailler. Les bolcheviks laissent faire. Et leurs décrets légalisent ce que font les paysans pauvres. Pour eux, c'est le seul moyen de prouver aux paysans qu'ils sont bien différents des autres au pouvoir.

A la ville aussi, la révolution crée une situation qui ne correspond pas vraiment avec ce que les révolutionnaires avaient envisagé. Les bolcheviks avaient une vision différente des anarchistes sur l'organisation de l'économie à mettre en place. Les anarchistes pensent que l'initiative directe et spontanée des ouvriers est la solution, et aussi le meilleur moyen pour ne pas risquer de voir une nouvelle forme autoritaire, centrale, se mettre en place et leur échapper des mains. Les bolcheviks, eux, sont convaincus qu'il est indispensable de mettre en place les moyens de centraliser l'ensemble de l'économie pour mieux la développer, pour économiser des forces dans la production, et en libérer de manière à ce que les travailleurs trouvent le temps et les moyens de se cultiver. Ils imaginent donc que ce travail devra revenir à un pouvoir politique central.

Que se passe-t-il dans la pratique ? Eh bien, les soviets ont un comportement bien plus proche des idées anarchistes, que de celles des bolcheviks. La tendance est de faire ce que l'on pense bon, à l'échelle de l'usine. Comme chez les paysans, cette réalité chez les ouvriers dérouta les bolcheviks. Mais ils pensent avant tout qu'il faut rester avec les masses, car ce sont elles le moteur de la révolution.

Souvent, les patrons se préparent à fermer l'usine ou à déclarer le lock-out, la mise à la rue de l'ouvrier. Alors, les comités d'usines s'emparent purement et simplement des usines au nom des ouvriers. Mais ils ne sont guère en mesure de la faire tourner, sur le plan technique et industriel, ni même sur celui de la comptabilité. Il y a des exemples où, après avoir chassé leur directeur, des ouvriers les prient de bien vouloir revenir.

Parfois, des ouvriers s'approprient l'argent et se mettent à vendre les stocks et le matériel pour leur propre compte. Quelquefois, il y a un marchandage entre la direction et les ouvriers, pour que le travail continue. Il y a des accords pour refuser les ordres du gouvernement de fermer ou de concentrer des usines d'armements. D'autres encore refusent d'appliquer le décret qui interdit le travail de nuit des femmes.

L'idée du contrôle ouvrier, largement défendue par Lénine entre les deux révolutions, avait été très utile pour aider à démolir l'ancien ordre des choses. Mais sous le nouvel ordre, elle se révèle un danger immédiat. Comme le dit Lozovsky (porte-parole des syndicats) « Il

est indispensable de formuler cette réserve nette et catégorique : il ne faut pas que les ouvriers aient l'impression que leur entreprise particulière leur appartient ». Ryazanov dit en janvier 1918 que les comités d'usines n'ont jamais été efficaces, sauf à Petrograd, et encore, seulement dans la métallurgie.

Pour E.H. Carr, qui a étudié la révolution russe, tout en ne sympathisant pas avec les bolcheviks, plusieurs facteurs ont joué, et pas seulement le fait que le contrôle ouvrier tend à renfermer les travailleurs dans la prise en considération de leur seule entreprise. Selon lui, la dislocation de l'industrie a été amorcée avant la révolution, avec la guerre, le manque de matières premières, le manque d'entretien des machines, la lassitude, la démoralisation générale. La révolution n'a fait qu'accentuer ces facteurs et accélérer le processus.

Un exemple: *« la filature Coats de Petrograd fonctionna à plein rendement jusqu'à la fin de février 1918, et fut alors bloquée par une accumulation anormale de stocks, due à une rupture de la distribution, par manque de communications et de transports. Quand tout l'organisme économique était atteint, ce qui restait de sain ne pouvait pas résister longtemps à la contagion. Le processus de désintégration se poursuivit, en partie à cause de l'action bolchevique, en partie malgré les tentatives bolcheviques pour l'arrêter ».* (Carr, La révolution bolchevique, tome 2- l'ordre économique, page 81). Carr conclut: *«La tendance fatale et inévitable des comités d'usines, c'était de prendre leurs décisions dans l'intérêt des ouvriers de telle ou telle usine ou région. L'essence du socialisme, c'était d'établir une économie planifiée et soigneusement coordonnée par une autorité centrale dans l'intérêt commun. Le contrôle ouvrier comme forme d'organisation survécut à peine aux premières semaines de la révolution. Il fallut trouver d'autres moyens d mettre en œuvre des forces constructives. L'instrument choisi à cette fin fut le Conseil suprême de l'économie nationale (En russe et en abrégé le Vesenkha)»* Un décret confie au Vesenkha le pouvoir de confisquer, acquérir, mettre sous séquestre ou obliger à fusionner toutes les branches d'industrie et du commerce.

L'historien Moshé Lewin écrit lui aussi que, dès les premiers mois de la révolution (avant même la guerre civile et ses destructions), on s'aperçoit que la classe ouvrière seule, ne sera pas capable de gouverner, ni même de gérer les usines où elle travaille. *« Les comités d'entreprise, les conseils ouvriers, le contrôle ouvrier, créations spontanées et authentiques faites dans l'élan révolutionnaire immédiatement consécutif à la prise du pouvoir et dues à une poussée libertaire d'inspiration anarcho-syndicaliste, se trouvaient pleinement légitimées par "L'Etat et la révolution" de Lénine, mais elles n'amènèrent que des désordres et une inefficacité susceptibles de paralyser l'appareil de production du pays. Il a fallu barrer la route à cette orientation et en prendre une nouvelle ; beaucoup y ont vu une trahison des idéaux socialistes, mais Lénine a maintenu ses exigences avec la plus grande énergie exigences de discipline assurées par le règne des directeurs et la prépondérance des administrations »* (Moshé Lewin, Le dernier combat de Lénine, page 23).

On nous dit aujourd'hui que les bolcheviks ont obligé les travailleurs à appliquer leurs idées concernant l'économie et sa centralisation. Et que c'est cette obligation qui a conduit à des révoltes et des échecs. Mais, on l'a vu, la vérité est différente. Certes, les bolcheviks ne se cachaient pas d'avoir pour programme une économie centralisée, combinant l'action des masses et l'idée du contrôle ouvrier. La réalité de la vie leur a montré que les ouvriers ne s'orientaient pas vers une application de leurs idées. Mais ce n'est pas contre cela qu'ils ont agi. C'est face à la désorganisation générale déjà présente, qui risquait d'aggraver les tendances individualistes dans chaque usine, qu'ils ont mis en place les mesures de centralisation.

Il faut noter aussi que, contrairement à une idée reçue, la nationalisation de l'ensemble de l'industrie n'était pas au programme des bolcheviks dans l'immédiat. Seules les banques ont été nationalisées. Les bolcheviks n'estimaient pas souhaitable d'en faire plus, car cela devait nécessiter qu'un très grand nombre de travailleurs qualifiés ou de membres du parti, se consacre à la direction des entreprises. En général, on va nationaliser les usines où des patrons ont commis des fautes, résisté aux ordres nouveaux, ou commis des actes de sabotages. La nationalisation a été d'abord conçue comme une sanction.

Là encore, c'est l'anarchie qui règne de plus en plus qui va obliger le Vesenkha a nationaliser plus largement. Les nationalisations se font d'abord usine par usine. Ce n'est qu'à partir de mars 1918 que l'on commence à envisager la nationalisation, non plus comme une sanction individuelle, mais comme une méthode de gestion, impliquant l'idée d'une planification. La première branche à être entièrement nationalisée, c'est la marine marchande, en janvier 1918. Puis l'industrie du sucre en mai 1918, suivie par le pétrole le mois suivant. A partir de là, le Vesenkha va se donner comme objectif que l'économie ainsi nationalisée et planifiée puisse produire une quantité d'objets utiles plus grande. Et les premiers projets seront d'équiper des mines de Sibérie (Kouznetsk), d'électrifier l'industrie à Petrograd, et d'irriguer le Turkestan.

Mais tous ces projets devront être remis à plus tard, à cause de la guerre civile. On voit les grands groupes capitalistes allemands se mettre à acheter de grosses quantités d'actions de l'industrie lourde russe. Si on laisse faire, c'est le gros de l'industrie russe qui va devenir propriété du capitalisme allemand. Le 28 juin 1918, le Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkorm) décrète la nationalisation de toutes les branches importantes de l'industrie. Désormais, les entreprises sont considérées comme étant propriété de l'Etat soviétique. Mais là encore, on essaie toujours de conserver les anciens directeurs. Pour cela, on considère que les entreprises sont louées gratuitement à leurs anciens propriétaires, et qu'ils peuvent continuer à les financer et en tirer un revenu. Il est interdit aux directeurs et à leurs adjoints d'abandonner leur poste, sous peine de sanctions. C'est la guerre civile qui précipite donc le pays dans la nationalisation.

2 - LA GUERRE CIVILE. UNE GUERRE DE CLASSE INTERNATIONALE

février 1918, novembre 1920

Le 2 décembre 1917, la politique de paix proposée directement aux peuples avait marqué un point. L'Etat major allemand avait accepté de signer un armistice avec le jeune Etat soviétique. Mais la paix sera de courte durée, pour la population et la révolution, deux mois et demi, 77 jours exactement. Le 18 février, commence une nouvelle guerre, qu'on appellera la guerre civile, et qui est en fait une guerre de classe internationale.

Kornilov utilise les troupes qui restent fidèles à l'ancien régime. Et il va vite disposer aussi du soutien des grandes puissances de la planète. Les capitalistes ennemis de la veille deviennent tous solidaires contre la révolution ouvrière : l'Allemagne retrouve des troupes, se moque de l'armistice signé et envahit l'Ukraine. L'armée britannique occupe le Nord de la Russie. Les troupes françaises arrivent par le Sud de la Crimée, et Bakou. Les Japonais débarquent sur le Pacifique, à Vladivostok. L'armée tchécoslovaque s'empare de plusieurs villes en Sibérie. Et toutes ces puissances aident financièrement ces généraux russes que l'on

va appeler les Blancs, par opposition aux Rouges, les révolutionnaires. De plus, les paysans riches, les koulaks, organisent des soulèvements contre le jeune pouvoir.

Dès janvier 1918, un problème de ravitaillement se posa à Moscou et à Petrograd. Le commissaire du peuple au ravitaillement propose d'envoyer des détachements armés dans les villages, pour prendre le grain par la force, tout en encourageant les échanges de produits avec la ville. C'est un échec. La campagne entre en révolte passive contre la ville. Les paysans moyens et riches qui disposent des grains refusent de le livrer. Le 11 juin 1918, un décret instaure « le communisme de guerre » dans l'agriculture, en établissant des comités de paysans pauvres. C'est sur eux que compte la révolution pour trouver à manger et ravitailler les villes affamées. Les paysans pauvres recevront une partie des grains saisis aux riches.

Arrivé à l'été 1918, 95% du territoire de l'ancien empire russe est contrôlé par la contre-révolution soutenue par les riches et les exploités du monde entier. En août 1918, Lénine est victime d'un attentat : il est blessé à l'épaule et au cou, et échappe de peu à la mort. L'enquête semble montrer que l'auteur est une ex-anarchiste appartenant à un petit groupe socialiste-révolutionnaire. Au même moment, des socialistes-révolutionnaires font dérailler un train que Trotski devait prendre. Et les SR, rappelons-le, étaient parmi les courants les plus proches des bolcheviks. Lénine rappelle, en juin 1921 : « *La République socialiste peut subsister dans un encerclement capitaliste, mais pas très longtemps, bien sûr.* »

Sur le plan politique, le gouvernement a aussi à faire face à deux oppositions qui tentent de s'appuyer sur certaines catégories ouvrières et paysannes. Ce sont les Anarchistes d'une part, les Socialistes de l'autre. Un grand nombre d'anarchistes ont non seulement approuvé les actes des bolcheviks, mais un certain nombre les a tout simplement rejoints. Les autres, de même que les socialistes, mènent une action très dure contre les bolcheviks. Le 2 juillet 1918, une tentative de grève générale échoue. De nouvelles grèves sont lancées dans Petrograd en mars 1919, suite à l'arrestation de dirigeants socialistes-révolutionnaires. Une proclamation est adoptée qui déclare : « *ce gouvernement n'est que la dictature du Comité central du Parti communiste qui gouverne avec l'aide de la Tchéka et des tribunaux révolutionnaires* ». Lénine et Zinoviev se rendent sur place. Ils sont conspués aux cris de « *A bas les Juifs et les commissaires* ».

En avril, c'est dans les usines d'armement qu'une grève éclate à Toula. Là encore, sous la conduite des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, qui sont majoritaires. Ces ouvriers sont particulièrement qualifiés, et l'on peut parler à coup sûr d'une aristocratie ouvrière. De la même manière, on note des actions de sabotages faites par certains cheminots. La guerre civile est à un moment en train de gagner la classe ouvrière même. Ces mouvements de grève en pleine guerre civile sont durement réprimés, les usines évacuées par la force, et des responsables seront exécutés.

Dans les campagnes, la situation est encore plus violente. Car les mœurs sont restées celles héritées du tsarisme. Révolutionnaires et contre-révolutionnaires se mènent une guerre terrible. Là encore, anarchistes et socialistes-révolutionnaires utilisent ce moment pour tenter leur chance, et en finir avec le nouveau pouvoir. Mais pour les communistes, ces actions contre eux ne peuvent que contribuer à renverser définitivement toute trace révolutionnaire, et à rétablir sous une forme ou une autre le pouvoir des anciennes classes dominantes. Des guérillas paysannes, à tendance anarchiste ou socialiste-révolutionnaire, sont ainsi violemment combattues, tout du long de cette période, de 1919 à 1920.

En 1919, une rébellion forte de 30 000 hommes armés fit perdre le contrôle de la région de Samara par le pouvoir bolchevique. Cette rébellion favorisa immédiatement l'avancée vers la Volga des Armées blanches de l'amiral Koltchak. La même année, en Ukraine, sous la direction de Zeleny, 20 000 hommes armés, dont des unités mutinées de l'Armée rouge, proclament un nouveau pouvoir, avec comme mots d'ordre : « *Tout le pouvoir aux Soviets du peuple ukrainien ! L'Ukraine aux Ukrainiens, sans bolcheviks ni Juifs ! Liberté de l'entreprise et du commerce !* » Et ces hommes mènent des dizaines de pogromes contre les petites communautés juives pauvres.

L'anarchiste Nestor Makhno dirige lui aussi une rébellion de plusieurs dizaines de milliers d'hommes armés, toujours en Ukraine. A partir de l'été 1918, il réussit à unifier les mouvements de partisans entre le Don et le Dniepr . Makhno avait été emprisonné sous le Tsar pendant 9 ans. C'est la révolution qui l'a libéré. Et il eut alors des responsabilités. Dans un premier temps, Makhno collabore avec les bolcheviks, et son armée contribue en 1919-1920 à tenir en échec les Blancs de Denikine et de Wrangel. Il y eut un traité d'alliance signé entre Makhno et les bolcheviks en octobre 1920. Mais une fois les Blancs vaincus, Makhno n'accepte pas l'autorité des bolcheviks, et la guerre fait alors rage entre eux. Son armée sera liquidée de novembre 1920 à août 1921.

Au cours de la guerre civile, les auteurs du Livre noir du communisme reprochent aussi aux bolcheviks d'avoir utilisé des otages, et d'avoir commencé à mettre en place des camps de concentration. Effectivement, en août, pour réussir à obtenir la nourriture que la campagne ne veut plus fournir à la ville, Lénine propose que « *dans chaque district producteur de céréales, 25 otages désignés parmi les habitants les plus âgés répondront de leur vie pour la non réalisation du plan de réquisition* ». Quant aux fameux camps de concentration, il y en avait effectivement. C'étaient des camps qui dataient de la guerre, et où l'on avait enfermé les prisonniers de guerre allemands. Chaque pays en guerre en avait pour ses prisonniers. Et il faut se rappeler que la guerre était encore loin d'être finie, et que l'armistice provisoire obtenu par la révolution russe était une exception. Ce que fait effectivement l'URSS étranglée, c'est de décider d'enfermer dans ces camps des éléments dangereux de la contre-révolution, koulaks, prêtres, gardes blancs. Selon Le Livre noir, « *le nombre de personnes internées dans les camps de travail ou de concentration* » passa « *de 16 000 environ en mai 1919 à plus de 70 000 en septembre 1921* ». En tout cas, ces chiffres sont loin d'être considérables quand on connaît l'échelle du pays.

La guerre civile a mis le pays à deux doigts de la mort. Et pourtant, il va tenir. D'abord, parce que la jeune URSS a su gagner suffisamment à sa cause la Paysannerie, et que celle-ci accepte de se battre dans l'Armée rouge. Trotski la dirige, à l'aide d'un train blindé. Il explique : « *Le travail du train se rapportait étroitement à l'organisation de l'armée, à son éducation, à sa direction et à son ravitaillement. Nous reformions l'armée, et sous le feu. Il en fut ainsi non seulement sous Sviiajsk où s'inscrit le premier mois de l'histoire du train. Il en fut ainsi sur tous les fronts. Avec des détachements de partisans, avec des réfugiés qui avaient échappé aux Blancs, avec des paysans mobilisés dans des districts voisins, avec des troupes ouvrières envoyées par les centres industriels, avec des groupes de communistes et de syndiqués, on créa sur place, au front, des compagnies, des bataillons, des régiments, parfois des divisions entières. Après des défaites et des retraites, une masse friable, prise de panique, était transformée en deux ou trois semaines en troupe combative* ».

Et puis, va compter aussi le fait que les puissances impérialistes ne vont pas pouvoir mettre toutes leurs forces dans la bataille. La contagion révolutionnaire commence à gagner

au sein même de leurs armées. En France, par exemple, Clemenceau a décidé d'envoyer 40 000 soldats français, à l'Ouest et dans le Sud de la jeune URSS. Et il envoie tous les bateaux de guerre français les plus modernes, par la Méditerranée et la Mer Noire. Mais sur certains bateaux, des militants révolutionnaires font un travail clandestin. Sur le cuirassé France, ils sont une vingtaine à se réunir, soi-disant pour faire une chorale, en réalité pour préparer la révolte, et le refus de se battre contre la révolution russe.

De leur côté, les bolcheviks mènent aussi un travail militant en direction de ces soldats que leur envoient les grandes puissances. Pour eux, ce sont d'abord des travailleurs sous l'uniforme. Ils rédigent à leur intention des tracts, dans toutes les langues. Pour toucher les matelots français, ils utilisent des sympathisants qu'ils gagnent discrètement parmi le personnel des ambassades de France.

En France, de janvier à avril 1919, éclate une grève politique révolutionnaire, chez les cheminots et chez les mineurs de fer de Lorraine. Le Premier Mai, malgré l'état de siège, un demi million de travailleurs manifestent à Paris, pour le salaire, pour la journée de 8 heures, et pour l'arrêt immédiat de l'intervention en Russie. Entre mai et août 1919, les régiments et les bateaux de guerre français se mutinent dans tous les ports. A l'étranger, à Constantinople, en Bessarabie, à Venise, en Grèce, à Beyrouth, dans la Baltique et à Vladivostok. Et en France, à Toulouse, Rochefort, Brest et Toulon, où la grève gagne l'arsenal, puis les chantiers navals de La Seyne.

Mais ce qui se passe en Allemagne est plus considérable encore. En novembre 1918, les mécontentements accumulés par la guerre font éclater la révolution. L'empereur Guillaume II abdique. Dix mille conseils, l'équivalent des soviets de Russie, se forment à travers le pays. Et pour la première fois de l'histoire, une République est proclamée en Allemagne. Or l'Allemagne est le pays le plus industrialisé du monde, juste après les Etats-Unis. Un moment, la bourgeoisie d'Europe se voit perdue. En mars 1919, celle qui règne en Hongrie va se rendre sans combattre. Et la République soviétique de Hongrie est proclamée.

Mais début janvier 1919, l'armée réprime la classe ouvrière dans Berlin, et les dirigeants révolutionnaires les plus prestigieux, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont assassinés. La révolution allemande est décapitée. La classe ouvrière vaincue, tout le mouvement international va refluer. Les bolcheviks n'en prendront conscience que plus tard. La Hongrie révolutionnaire se retrouve isolée, coincée entre les années tchèque et roumaine, qui agissent avec l'appui de la France. Le 30 juillet 1919, le gouvernement des Conseils démissionne.

Les puissances impérialistes utilisent le sentiment national longtemps étouffé en Europe centrale pour mettre de toutes pièces en place de nouveaux Etats, obéissants et devant servir de tampons pour encercler l'URSS, si c'est possible l'étouffer, et en tout cas arrêter sa progression. Le 29 octobre 1918, sont ainsi proclamés les républiques Tchèque et Slovaque, et un Etat des Serbes, Croates et Slovènes.

3 - LA TROISIEME INTERNATIONALE mars 1919

Trotsky avait écrit en 1917 : « Si cela (*l'extension de la révolution à d'autres pays*) ne se produisait pas, il n'y aurait aucun espoir permettant de croire que par exemple la Russie révolutionnaire pourrait résister face à une Europe conservatrice, ou qu'une Allemagne

socialiste pourrait se maintenir, isolée, dans le monde capitaliste ». Le 7 mars 1918, Lénine dit que « sans révolution allemande, nous périrons ». Quelques jours plus tard: " *L'impérialisme universel et la marche triomphante de la révolution sociale ne peuvent coexister* » Le 23 avril 1918, il dit encore : « *Notre condition de pays attardé nous a poussés de l'avant, mais nous périrons si nous ne savons pas tenir jusqu'au moment où nous rencontrerons le puissant appui des ouvriers insurgés des autres pays* ». En mars 1919, il répète encore : « *Nous vivons non seulement dans un Etat, mais dans un système d'Etats, et l'existence d'une République soviétique à côté d'Etats impérialistes ne peut se concevoir pendant un très long temps. A la fin, l'un ou l'autre vaincra* ».

Persuadés donc depuis toujours que la révolution socialiste ne peut être seulement russe, les bolcheviks tiennent en mars 1919 un premier congrès de ce qui, à leurs yeux, devra devenir le parti mondial de la révolution. Il s'agit de la Troisième Internationale. La Première avait été fondée en 1864, du vivant de Marx et sur la base de ses idées. Elle avait représenté un premier drapeau, en Europe et aux Etats-Unis, avec un effectif très peu nombreux, mais dans un esprit unitaire et international pour la révolution ouvrière. Elle avait joué son rôle jusqu'en 1876, où la répression qui suivit la Commune de Paris posa au monde ouvrier de nouveaux problèmes. Une seconde Internationale avait été fondée plus tard, en 1890. A ce moment-là, la classe ouvrière des pays occidentaux avait beaucoup augmenté en nombre, et il s'agissait de regrouper de véritables partis social-démocrates, plus ou moins puissants au niveau de chaque nation.

C'est l'abandon de la position internationaliste lors de la déclaration de la Guerre mondiale, en août 1914, qui posa le problème de la mise en place d'une troisième Internationale, aux yeux de Lénine et des dirigeants bolcheviks et de quelques autres révolutionnaires européens. C'est donc dans une URSS encore en pleine guerre civile et militairement encerclée que se réunissent les délégués. Rapidement, à la suite de ce congrès, les partis les plus importants de l'ancienne Internationale rejoignent la nouvelle, qui prend le nouveau nom d'Internationale communiste. En 1920, elle regroupera des sections dans 60 pays, avec un total de 3 millions de membres, et les moyens d'éditer 700 journaux quotidiens à travers le monde.

Les quatre premiers congrès de la nouvelle internationale (mars 1919 à novembre 1922) vont produire une série de textes remarquables, qui font part de l'expérience militante sur les grands problèmes tels qu'ils se posent aux révolutionnaires et à la classe ouvrière à l'époque. Aujourd'hui encore, aucun révolutionnaire internationaliste sérieux ne pourrait envisager l'avenir sans une connaissance de ces textes, qui sont le condensé de plusieurs générations qui ont lutté et tenté de renverser l'exploitation et l'oppression à l'échelle du monde.

4 - LE MODE DE GOUVERNEMENT GRAVEMENT MARQUE PAR LA GUERRE CIVILE

En attendant, dans la jeune URSS, la guerre civile oblige à utiliser des procédés et des méthodes tout sauf socialistes ou communistes, et qui n'ont rien d'une vie nouvelle. Au contraire, on régresse dans la manière de se gouverner et d'être gouvernés. Tout se met à fonctionner de manière strictement autoritaire, par ordres, nominations, déplacements d'office. Et cela va donc durer trois ans. Dès qu'il manque quelqu'un pour une tâche de responsabilité dans une organisation locale, on s'adresse à la hiérarchie pour demander une aide compétente, un responsable. Nommer d'en haut un secrétaire d'une organisation du Parti

devient presque naturel. Et l'habitude va rester après la guerre que ce soit un bureau spécial du comité central qui répartisse ainsi les cadres selon les besoins.

C'est aussi pendant la guerre civile que Staline se persuade que son pouvoir personnel est le meilleur moyen pour parvenir aux fins souhaitées. Staline ne fait pas partie des intellectuels du parti qui ont eu l'occasion d'aller en Occident, en tant qu'immigrés politiques, et où ils ont affiné leur culture du marxisme. Le sien reste grossier. Il est essentiellement un homme d'action, peu capable de réflexion personnelle, et pas du tout d'une pensée capable d'innovation face à des problèmes nouveaux. La guerre civile, et le fait qu'elle ait réussi - apparemment, sur le plan militaire du moins - a sûrement forgé en lui une vision qui va le guider plus tard à la tête de l'Etat, sur la manière dont il faut gouverner.

Sans qu'ils s'en rendent bien compte encore, coexistent ainsi dans le Parti Bolchevik deux conceptions : les uns, comme Lénine, Trotski, Kamenev, et en général la vieille garde, ont en tête un Etat qui défend les intérêts des populations laborieuses des régions qu'ils contrôlent. Ils ont une idée plutôt démocratique de ce que peut être cet Etat. Voir notamment le chef d'œuvre de Lénine « *L'Etat et la Révolution* », écrit en pleine révolution. Ceux là ont connu ou du moins côtoyé le militantisme dans les pays démocratiques bourgeois. Par contre, Staline et d'autres dont il s'est entouré, Vorochilov, Budennyj, Ordjonikidzé, Mikoyan, Molotov, ceux-là plus jeunes, n'ont pas connu le contact vivant avec les militants et les organisations de la seconde Internationale, et ne connaissent pratiquement que le travail militant clandestin imposé par la dictature tsariste. La plupart des combattants qui se sont révélés jouer un rôle dans la guerre civile sont plus proches de cette seconde catégorie.

Au lendemain de la révolution, Staline avait été en charge des nationalités. Problème complexe, dont il a surtout retenu que celles-ci risquaient de mettre la pagaille dans les mécanismes du gouvernement central. Les idées de Lénine (mais aussi de Trotski, Rakovskij, Sultan-Galiev) ont évolué sur ce problème: au départ, ils pensent que les spécificités nationales doivent être prises en compte dans le cadre d'un Etat unitaire. Ils sont d'une foi profonde dans les vertus du centralisme. Mais devant les complexités qu'ils découvrent en marchant, ils en arrivent à la « reconnaissance *du caractère inévitable du fédéralisme* », et prennent en compte les autonomies culturelles qu'ils rejetaient auparavant. Staline lui, va en rester à la conception de départ. Il répètera que « *l'autonomie ne signifie pas l'indépendance* » et qu'il est hors de question qu'elle débouche sur une séparation.

En fait, la conception de Staline est celle d'un Etat de grande puissance, où les autres nations seront incorporées, pour profiter du progrès que leur apporterait la puissance de la Russie. C'est une conception grand-russe, et au fond impérialiste, qu'on peut comparer à celle des empires coloniaux de l'époque qui prétendent pareillement apporter le progrès aux colonies arriérées. Elle signifie la consécration d'une inégalité de fait, même si elle doit aller en diminuant, entre le citoyen de l'Etat central, de Russie, et celui des autres Etats.

5 - L'ETAT SANS LES MASSES, UN DANGER MORTEL POUR LA REVOLUTION

Le « communisme de guerre » imposé par la guerre civile a vidé les soviets de leur contenu. De février à octobre 1917, la révolution avait créé un climat profondément démocratique. Et la participation régulière des masses citadines à cette nouvelle forme de vie politique a progressivement radicalisé la politique des soviets. Au lendemain de Février 1917 largement socialistes en majorité, ils sont devenus majoritairement bolcheviks à la veille

d'Octobre. Et la classe ouvrière a profité de ces 8 mois pour apprendre beaucoup en pouvant faire elle-même de la politique.

Depuis février 1918, c'est la guerre civile. Jusqu'au printemps 1918, à en croire même Le livre noir du communisme, les soviets « étaient le lieu de véritables débats politiques entre les bolcheviks et les socialistes modérés. Les journaux d'opposition, bien que quotidiennement poursuivis, continuaient d'exister. La vie politique locale connaissait un foisonnement d'institutions concurrentes. Durant cette période marquée par l'aggravation des conditions de vie et par la rupture totale des circuits d'échanges économiques entre villes et campagnes, ajoute-t-il, socialistes-révolutionnaires et mencheviks remportèrent d'indéniables succès politiques. » Mais à l'été 1918, le pays est pris à la gorge par les Blancs et les armées étrangères.

C'est aussi par le départ de tous ceux qui sont hostiles au nouveau régime que se vident les soviets. Celui de Petrograd comprenait à la fin de 1919 82% de bolcheviks. Et dans les congrès régionaux des soviets, on compte 90% de bolcheviks après l'été 1918, et le phénomène ira en s'accroissant. En 1920, Kamenev, un dirigeant bolchevik, déclare : « Tous les postes responsables de l'Etat sont occupés par des communistes ». L'Etat des soviets se vide, celui de l'administration militaire ou économique, se développe. Et partout, on ne trouve plus que les membres du parti bolchevik.

En mars 1919, Lénine constate que du fait du niveau déplorable de l'instruction et de l'éducation des masses, les Soviets « qui étaient par nature des organes du gouvernement par les travailleurs, ne sont que des organes du gouvernement pour les travailleurs par la couche la plus avancée du prolétariat, mais non pas par la masse laborieuse ». Il n'y a de fait plus de pouvoir des soviets. Des pans entiers de la classe ouvrière (seulement 3 millions d'ouvriers dans l'industrie) sont démolis : par la guerre, par la famine, par l'arrêt des usines et la destruction de la production, par les pratiques du marché noir pour survivre.

Les épreuves de la guerre civile ont écarté également les masses du contrôle de l'Etat par un autre biais. Il a fallu mettre en place une direction centralisée pour prendre les décisions tant militaires qu'économiques. Le nombre de fonctionnaires chargés d'organiser la production est de 6000 fin 1918. C'est dérisoire pour un pays de plus de 150 millions d'habitants quand on connaît ceux des Etats bourgeois. Mais cela constitue un petit groupe dont les fonctions ne sont contrôlées que par le parti bolchevik, alors que ces fonctionnaires en sont déjà tous membres.

C'est encore une mauvaise habitude qui s'instaure, et qui ne va pas changer à l'arrêt de la guerre civile. Car la situation reste extrêmement difficile : on contrôle, on gère, on organise toujours d'en haut, et dans de plus en plus de domaines. Et cette mauvaise habitude va s'étendre quand les combats cessent. Alors que le nombre des fonctionnaires augmente, ne serait-ce que du fait des nombreux soldats démobilisés, et dont une partie vient sur le front de l'économie.

Trotski dira dans La révolution trahie : « La démobilisation d'une Armée rouge de 5 millions d'hommes devait jouer dans la formation de la bureaucratie soviétique un rôle considérable. Les gradés victorieux prirent les postes importants dans les soviets locaux, dans la production, dans les écoles, et ce fut pour apporter partout, obstinément, le régime qui leur avait fait gagner la guerre civile. Les masses furent partout peu à peu éliminées de la participation effective au pouvoir ».

De plus, le nouvel appareil se laisse envahir par nombre d'éléments de l'ancien « appareil tsariste. Dans un premier temps, les fonctionnaires tsaristes avaient boycotté le nouveau régime. Mais, dit Lénine, « ils revinrent et ce fut là notre malheur ». « Nous avons au sommet du pouvoir, on ne sait pas exactement combien, mais au moins quelques milliers, et au plus quelques dizaines de milliers des nôtres. Cependant, au bas de la hiérarchie, des centaines de milliers d'anciens fonctionnaires que nous avons hérité du tsar et de la société bourgeoise, travaillent, en partie sciemment, en partie inconsciemment, contre nous ». A un autre moment, il dira encore: « Les forces du prolétariat ont été surtout épuisées par la création de l'appareil ».

Lénine ne cesse de mettre le doigt sur les tares qu'on trouve dans l'administration : analphabétisme, prétention à tout savoir diriger (que Lénine nomme "*suffisance communiste*"), pratique des pots de vin, sont quelques fléaux. Signe plus grave peut-être encore, c'est un sentiment de supériorité, de mépris qui existe dans toute l'administration, et que Trotski compare à la grossièreté et au mépris des riches russes de l'époque du servage.

Lorsque la guerre civile se termine, Lénine ne cesse maintenant de critiquer les héros de la guerre civile, qui se révèlent incapables d'accomplir les tâches du temps de paix. Pour lui, la raison en est le manque de culture, et la pression petite-bourgeoise en général, qu'elle provienne des intellectuels, des fonctionnaires, ou de cette masse paysanne immense dans le pays. « Qu'est-ce qui manque donc ? C'est fort clair, ce qui manque aux dirigeants communistes responsables, c'est la culture. Prenons le cas de Moscou : 4700 communistes responsables et une masse énorme de bureaucrates. Qui mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent, je crois qu'on peut dire qu'ils sont menés. »

Mais Lénine a beau critiquer, c'est quand même un fait que ces hommes, leur fonctionnement, leur appareil d'Etat déjà bureaucratisé, ont permis à l'URSS de gagner face aux armées impérialistes. Et cela pèse d'autant plus que les énergies sont épuisées, éteintes, peu disponibles pour innover et prendre de nouvelles responsabilités. Au contraire, le sentiment général est qu'on aspire à un arrêt des efforts, des changements.

De plus en plus clairement, le Parti exerce maintenant seul le pouvoir. « Il échappe à un contrôle prépondérant d'une force sociale quelconque (Moshé Lewin). « L'immense majorité des membres du Parti ne sont pas assez éduqués politiquement pour qu'on ait une direction effectivement prolétarienne en un moment aussi difficile, surtout si l'on tient compte de l'énorme prédominance numérique de la paysannerie dans le pays, qui s'éveille rapidement à une politique de classe indépendante. »

Et comment pourrait-on améliorer l'éducation de ceux qui dirigent ? En surchargeant encore plus de travail cette petite catégorie interne au Parti qui dispose de la culture suffisante. Bref, quoi qu'on fasse, on ne fait que concentrer toujours plus le pouvoir entre quelques mains d'une sorte d'élite, au lieu de le répartir en un nombre de mains toujours plus grand. Et cela mène tout droit à la prise du pouvoir par cette nouvelle couche sociale, définitivement distincte des masses travailleuses. Aurait-on pu faire autre chose ? Sur le coup, c'était sans doute sans issue. Mais il faudrait se poser la question de savoir si le Parti n'aurait pas dû se donner comme programme aussi d'engager, très tôt, tout au long de son existence, une politique visant à apporter un minimum de culture aux masses, et cela aussi bien en ville qu'à la campagne, ne serait-ce que d'une manière exemplaire.

On peut en trouver des pistes de réflexion sur un tel travail dans l'expérience qu'ont menée les anarchistes avant la révolution de 1936 en Espagne. Là, la propagande pour les idées anarchistes et communistes s'est accompagnée de tout un travail culturel : alphabétisation, volonté de mener des actions dans le sens d'une émancipation des femmes, utilisation de journaux, etc (Voir le film Vive l'utopie de J. Gamero)

Les guerres sont toujours des accélérateurs de l'Histoire. Et celles qu'a subies la jeune république soviétique équivalent à 10 ou 20 ans d'épreuves et de sacrifices. L'enthousiasme révolutionnaire a fait place à un sentiment de lassitude, à un conservatisme à tous les niveaux de la société et de l'Etat. La révolution figée par le cours de l'histoire, et la vie politique délaissée par la classe ouvrière, les organismes transitoires que l'on avait créés, Etat, armée, police politique, et finalement même le parti révolutionnaire, ces armes passagères d'une lutte de classe sans merci, devenaient des institutions et des armes dangereuses pour la révolution elle-même.

6 - EN DEVENANT UNE INSTITUTION, LE PARTI PERD SON AME

Les révolutionnaires de Russie n'avaient aucune vocation pour devenir chefs d'Etat, chefs d'un pouvoir qui donne des ordres. Au contraire, le rêve de ces révolutionnaires, ce pourquoi ils ont accepté si nombreux une répression si longue, les arrestations, les déportations, les morts, c'est de voir naître de leur action un monde et un mode de gouvernement enfin digne des êtres humains, un système politique et économique qui fasse que les hommes, et notamment les classes productrices, les plus exploitées, se gouvernent elles-mêmes.

On a vu comment ils faisaient leur politique, lorsque l'ancien pouvoir a basculé en Octobre 1917 : sans rien imposer, sans rien faire d'eux-mêmes, en appelant les ouvriers, les paysans, les nations opprimées à réaliser leurs rêves par leurs propres forces. Ce sont les coups et les difficultés dus à la réaction des classes possédantes de Russie et du monde entier qui les ont obligé à changer. Ils ne pouvaient plus s'adresser aux masses, parce que les masses ont été assommées, éventrées, saignées. Et s'ils ont accepté de jouer le rôle de dirigeants, provisoires, d'un Etat qui ne faisait plus la révolution mais qui en était l'héritage, c'était toujours dans l'espoir que se renouerait le fil de la -révolution, avec l'irruption des masses d'autres pays, en Occident ou en Orient.

Voilà comment Victor Serge, qui n'était pas communiste mais anarchiste, décrit le militant communiste moyen : *« Le plus grand éloge qu'on puisse faire de lui c'est de dire qu'il "n'a pas de vie privée", que sa vie se confond entièrement avec l'histoire. Il était hier, au gré du Parti, commissaire aux armées, entraîneur d'hommes au front ; le voilà tchékiste aujourd'hui, implacable comme les directives qu'il reçoit de son Comité ; on l'enverra demain parler aux paysans dans les campagnes (au risque d'être assassiné le soir), diriger une usine, ou s'acquitter chez l'ennemi de quelque périlleuse mission secrète... Pas de militant qui ne remplisse à la fois deux, trois, cinq, six fonctions différentes et qui n'en change un grand nombre de fois, du jour au lendemain, sur l'ordre du Parti. Le Parti fait tout. On ne discute pas ses ordres. Conformité à la fin poursuivie. »*

Le parti était un exemple de vie démocratique, et il a su faire de véritables prodiges politiques. On l'a vu en 1917, et jusqu'au début de l'année 1918. Dans les situations les plus aiguës, décision de l'insurrection ou choix tactique de signer la paix avec les allemands, tout

se passe le plus ouvertement, les débats mettent aux prises militants et dirigeants dans une confiance réelle. Zinoviev, qui était contre l'insurrection et l'a même fait savoir publiquement a été ré-accepté au Comité Central. On considéra que son attitude revenait à une trahison, mais on ne le confondait pas avec l'ennemi pour autant.

Autre exemple, début 1918, le parti s'est retrouvé divisé sur le problème de la paix à faire avec l'Allemagne. Boukharine était pour se lancer dans ce qu'il appelle une « guerre révolutionnaire » et appeler le prolétariat international à la rescousse. Lénine pensait au contraire qu'il fallait signer la paix de suite, sinon les soldats qui en avaient assez n'allaient plus tenir et la révolution serait en danger. Trotski enfin était pour faire durer les négociations jusqu'à la révolution allemande que l'on sentait monter. Le parti était au bord de la scission. Mais Lénine dira que c'est normal : « *Il est naturel, dit-il, que des camarades qui sont nettement opposés au Comité Central le condamnent énergiquement et expriment leur conviction qu'une scission est inévitable. C'est le droit le plus élémentaire des membres du parti.* »

Mais dès que la guerre civile éclata, toutes les forces militantes du parti bolchevik se sont tendues vers la défense de la première république des soviets. Pour 50% à 70% des membres du parti qui sont les cadres de l'armée, on ne discute plus, la guerre impose l'obéissance totale aux ordres. En mars 1921, le congrès du parti souligne la nécessité de revenir à un régime de discussion et de vie à l'intérieur du parti. Une résolution pour la "démocratie ouvrière" est votée par tous. Mais le parti se méfie du retour de bâton que va induire la NEP que l'on est en train de décider. Lénine craint qu'avec le retour aux discussions, une tendance dans le parti puisse apparaître et refléter certaines aspirations des nouvelles couches sociales plus riches, et il propose d'interdire les fractions, c'est-à-dire les groupes à l'intérieur du parti qui agiraient avec leur propre organisation. Au même congrès, il est décidé une épuration car trop de membres n'ont guère de comportement communiste. Mais rien de tout cela ne sera vraiment efficace. Le parti ne va pas redevenir le parti vivant, plein de confiance mutuelle jusque dans les pires moments. Trop de monde n'y a plus la flamme révolutionnaire.

Voilà comment Sosnovski, un vieux bolchevik, dépeint en 1922 les nouveaux membres du parti devenus hommes d'appareil : « *Ils ne sont ni chauds, ni froids. Ils prennent connaissance de toutes es circulaires de comités, (...) ils font tous leurs calculs numériques pour l'action prescrite, contraignent toute l'activité du parti à s'insérer dans le cadre mathématique de leurs rapports soigneusement rédigés, sont satisfaits lorsque tous les points sont remplis et qu'ils peuvent faire connaître au centre l'accomplissement réglementaire de ses prescriptions. Auprès de ce type de travailleurs du parti pleuvent toutes sortes de plans, programmes, instructions, thèses, enquêtes, rapports. Ils sont contents quand le calme règne dans leur organisation, quand il n'y a pas d'"intrigues", quand personne ne les combat.* »

Lénine n'accepte pas cette situation. De même qu'il n'accepte pas de voir tous ces tous ces fonctionnements de l'appareil d'Etat qui reprennent tant de défauts de l'ancien système. Dans ses écrits, il qualifie l'ensemble de ces défauts de bureaucratisme, et ceux qui en sont responsables d'une bureaucratie. Mais en même temps, on sent bien que Lénine cherche un remède en même temps qu'il découvre le mal. Plusieurs fois, il dira qu'il n'a pas de solution. Cela ne l'empêchera jamais, jusqu'à son dernier souffle, de refuser cette fatalité, de lutter contre ses manifestations.

Ainsi, dans un texte intitulé « *Mieux vaut moins mais mieux* » écrit le 6 février 1923, dans le cadre de la lutte qu'il mène de manière de plus en plus décidée contre la bureaucratie à propos du problème des nationalités, il écrit ceci : « *Les choses sont répugnantes avec l'appareil d'Etat. il faut détruire la bureaucratie, non seulement dans les institutions soviétiques mais dans les institutions du parti.* » Et il propose de « *rénover l'appareil d'Etat en s'assignant la tâche suivante : s'instruire et que les meilleurs éléments de notre régime social, à savoir les ouvriers avancés d'abord et en second lieu les éléments vraiment instruits pour lesquels on peut se porter garant qu'ils ne croiront rien sur parole et qu'ils ne diront pas un mot qui soit contraire à leur conscience, ne craignent pas de prendre conscience des difficultés et ne reculent devant aucune lutte pour atteindre le but qu'ils se seront sérieusement assignés.* »

Lénine a une vision presque morale de la bureaucratie, basée sur des comportements individuels. Et non pas sur une place commune dans la société, ou par rapport à l'appareil de production. Il ne l'envisage pas encore, comme pourra hélas le faire plus tard Trotski au vu de son vaste développement, comme une couche sociale propre.

L'on sent que cette bureaucratie lui échappe, comme si elle glissait entre ses multiples tentatives de s'y attaquer, indifférente aux modifications administratives, aux injonctions, aux sanctions. En février 1920, il met en place un organisme chargé de cette tâche : l'Inspection ouvrière et paysanne. Son idée était d'y envoyer, à tour de rôle, des ouvriers, des paysans, élus pour une courte période, pour que le plus grand nombre puisse être plongé dans les tâches de l'inspection. Chaque coup porté par Lénine semble rencontrer un fantôme qui disparaît là et au moment où on le frappe, pour réapparaître aussitôt ailleurs. L'Inspection ouvrière et paysanne est régulièrement modifiée par Lénine, qui n'en est pas satisfait. Cet organisme va devenir à son tour une lourde machine administrative, qui dévore beaucoup d'hommes et d'énergie, mais ne produit quasiment aucun changement. La direction en avait été confiée à Staline, et lorsque Lénine dénonce son bureaucratisme, Staline répond adroitement à ce qui est un blâme implicite en approuvant très fort le plan de réforme de Lénine. Mais Staline ne fait que vivre et se développer sur une lame de fond.

7 - 1921, UNE UNION SOVIETIQUE A BOUT DE FORCES

L'étranglement de l'URSS par les armées impérialistes et les armées blanches est finalement desserré à peu près partout en novembre 1920, avec la défaite définitive des Blancs. La guerre civile aura duré près de trois ans. Elle a fait 10 millions de morts. Depuis 1914, cela fait un total de six années de guerre, pratiquement sans discontinuer. Le pays a sauvé son intégrité, mais il est dans un état lamentable. Les villes, affamées, se sont vidées. Petrograd et Moscou ont perdu la moitié de leur population de 1917 à 1920. Par centaines de milliers, les prolétaires ont quitté les usines détruites ou paralysées, pour tenter de survivre dans les campagnes. Quant à ceux qui sont restés dans les usines envahies par les herbes folles, ils cherchent à se ravitailler en faisant du troc : des pièces de machines se transforment en canifs, des courroies de transmission en semelles de chaussure. Dans les campagnes, la chute dans la barbarie est également impressionnante. En 1921, on estime que 36 millions de paysans souffrent de la famine. Dans les régions les plus déshéritées, des cas de cannibalisme sont enregistrés. En fait toute la structure économique, déjà bien retardataire en Russie avant la révolution, semble écroulée. En 1920, l'industrie ne fournit plus que 20% de la production d'avant guerre.

Contrairement à ce qu'on pouvait espérer la fin de la guerre civile ne veut pas dire une amélioration en février 1921. Cette agitation va culminer avec la révolte de Cronstadt en février 1921.

A Cronstadt, cette île forteresse au large de la Finlande, on va voir un véritable conflit armé entre les marins du fort et les troupes fidèles au gouvernement et au parti bolchevik. Cronstadt va être un drame pour les dirigeants comme Trotski ou Lénine parce que l'attitude des marins est de les défier. La bataille fera 600 morts de chaque côté. La révolte de Cronstadt éclate cette fois dans le camp même de la révolution, qui exprime qu'il en a assez, assez de la tension terrible de toutes ces années, des privations, et qui rend responsable le pouvoir bolchevik de tout cela.

Cet épisode est particulièrement utilisé par les anarchistes notamment pour démontrer que les principes de Lénine ne sont pas bons. Cronstadt a prouvé que les bolcheviks, pour conserver le pouvoir, ont réprimé ceux qui avaient pourtant aidé la révolution à vaincre. C'est malheureusement vrai. Mais ce qui est vrai aussi, c'est que la manière dont Cronstadt s'est opposé aux bolcheviks ne laissait guère de marge. Ils ont immédiatement émis des critiques contre le régime en demandant sa fin immédiate. Ce n'est pas seulement une grève avec laquelle on peut négocier. Ils déclaraient vouloir instituer un pouvoir d'un nouveau type, ne plus vouloir celui des bolcheviks. *« Nous fêtons aujourd'hui l'anniversaire du renversement de l'autocratie et nous sommes à la veille de la chute de la commissocratie. Nous nous efforçons d'attirer la population de Petrograd dans notre camp, nous réaliserons le véritable pouvoir des soviets »*. Et ils ont envoyé des délégués à Petrograd pour appeler, sans succès, à la grève générale.

Pour les bolcheviks, l'extension de Cronstadt, c'est à coup sûr la porte de nouveau ouverte aux troupes blanches, la fin de la révolution. Trotski explique: *« Nous avons attendu aussi longtemps que possible pour que les matelots, nos camarades aveuglés, ouvrent les yeux et voient où la mutinerie les conduisait. »*

En mars 1921, Lénine craint que la crise que traverse le pays, en agissant sur le parti par des pressions trop importantes, ne finisse par le briser. Il faut savoir que des bolcheviks ont été du côté de Cronstadt. Pour éviter le risque d'une paralysie du fonctionnement du Parti, dernière force efficace maintenant que l'Armée est démobilisée, Lénine propose la suppression du droit de fraction. Le Comité central aura le droit d'exclure des membres qui seraient jugés de fractionnisme. C'est le droit de se constituer presque en parti séparé à l'intérieur du parti, qui est interdit. Car ce droit existait, du fait du caractère particulièrement démocratique du parti bolchevik, contrairement aux malveillances dites et répétées à son sujet. Et il reste que, même avec cette restriction, le parti reste plus démocratique que bien des partis traditionnels dont certains le taxeront plus tard de totalitaire. Le bulletin de discussion reste ouvert ; l'Opposition ouvrière en particulier, visée par ces mesures du Xème congrès, peut, 4 mois plus tard, présenter et défendre ses positions devant le IIIème congrès de l'Internationale communiste. Bref, le droit à la critique existe, et personne ne l'a mis en cause.

Par contre, ce qui est vrai, c'est que cette mesure, dans d'autres circonstances, quand Lénine sera mis à l'écart par la maladie, va devenir un outil qui va permettre à Staline et sa fraction de domestiquer le parti, de placer ses hommes là où il le juge nécessaire, et d'écartier ceux qu'il juge dangereux pour son pouvoir. Lénine est pour la première fois sérieusement atteint par la maladie à la fin de cette terrible année 1921. Il est obligé de quitter les affaires

pendant plusieurs semaines. C'est le résultat de « *trois années éprouvantes de guerre, de luttes, de labeur et d'inquiétude* » (M. Lewin)

Après Cronstadt, Lénine et Trotski comprennent que l'on ne peut plus tirer sur les forces vives du pays ; elles sont littéralement épuisées. Lénine décide dans un premier temps de remplacer les réquisitions qui étaient encore la règle dans les campagnes pour faire survivre les villes, par une taxe en nature. Très vite, la tension diminue entre les paysans et le pouvoir. Mais il va falloir aller plus loin, car c'est tout le pays qui est à bout de forces.

8 - LA DICTATURE DU PROLETARIAT

La dictature du prolétariat était le programme des bolcheviks pour le lendemain de la révolution. Cette formule volontairement crue était une réponse à la formule hypocrite et mensongère de démocratie bourgeoise. Elle devait rappeler que sous le pouvoir de la bourgeoisie, qu'il soit autocratique, monarchique, ou démocratique, règne toujours la dictature pour les masses exploitées. Et que la démocratie bourgeoise, quand elle existe, n'est démocratique que parmi les membres de la bourgeoisie elle-même.

Cette idée de dictature du prolétariat sera mise en accusation du vivant de la révolution, et régulièrement depuis. Pourtant, on voit dès cette année 1921 qu'il n'y a plus de prolétariat, et donc pas de dictature du prolétariat. Et que cette idée ne peut être rendue responsable du régime affreux que l'on connaît sous Staline. C'est au contraire l'absence du prolétariat, conçu à l'échelle mondiale dans le processus révolutionnaire qui va engendrer les faiblesses et les déformations, et finalement le reniement de la révolution.

Cela dit, sans doute devons-nous abandonner cette vieille formule, car depuis cette période, les populations ont appris, à juste titre, à détester le terme de dictature. Mais aucun événement ne nous a convaincu qu'il faudrait abandonner l'idée que ce c'est à la classe des prolétaires elle-même, la classe de tous ceux qui n'ont aucune propriété qui leur donne les moyens de vivre et subsister, de ceux qui n'ont que leur force de travail, qu'ils soient à la ville ou à la campagne, qui devront absolument se partager l'exercice réel du pouvoir, le plus largement, et le plus complètement possible, à tous les niveaux.

Et l'on peut ajouter que si une partie de ce prolétariat était invitée par un parti ou par les événements à participer au pouvoir en cessant d'être prolétaire, c'est-à-dire en se mettant à tirer ses revenus du fait d'exercer une part du pouvoir, eh bien il faudrait immédiatement considérer que l'on n'a plus là des prolétaires, mais des membres d'une autre catégorie sociale, étrangère, d'une bureaucratie.

On peut considérer que l'on a là un complément à la leçon apportée sur le mode de gouvernement ouvrier par la Commune de Paris. Marx avait repéré dans les pratiques des Communards trois éléments essentiels, que Lénine souligne dans « L'Etat et la révolution » les responsables étaient élus, révocables, contrôlés par la population, et payés au salaire moyen d'un ouvrier. Au regard de l'histoire de l'URSS, on doit ajouter que si l'on doit, dans une certaine mesure donner une part du pouvoir à tel ou tel, y compris en le rétribuant au salaire moyen d'un ouvrier, il ne faut plus le considérer comme un prolétaire. Il fait partie d'une bureaucratie, dont il faut peser le poids, qu'il faut contrôler en tant que telle, comme un corps collectif, et pas seulement de manière individuelle. En ayant à l'esprit que cette bureaucratie entame dès que possible sa décrue, décrue que l'on ne peut obtenir qu'en

modifiant toute l'organisation sociale, et en faisant participer de plus en plus les masses. Le travail du prolétaire devra être allégé au plus vite, pour lui permettre à la fois de trouver le goût et les moyens de cette participation. Celui qui produit et celui qui gouverne, cela doit absolument rester la même et seule personne.

9 - 1921, LE REPLI SUR LE TERRAIN ECONOMIQUE : LA NEP

Dans l'immédiat, ce qui sauve le fonctionnement de la société en URSS, c'est la décision prise toujours en 1921 d'opérer un vaste repli stratégique dans l'économie, que l'on nomme la NEP, la Nouvelle Politique économique. Ce tournant est caractérisé par la suppression des mesures de réquisition, le rétablissement de la liberté de commerce, la réapparition du marché, la tolérance d'une certaine liberté pour les citoyens soviétiques de créer des entreprises industrielles privées. La NEP c'est le remplacement du « communisme de guerre » en crise par une économie de marché. En bref, on accepte de réintroduire une dose contrôlée de capitalisme, car la société a été ramenée par la guerre et la guerre civile à un stade catastrophique.

Fondamentalement, la NEP c'est le retour à l'appât du gain pour motiver paysans et ouvriers, relancer la production, car c'est toute l'économie, tous les échanges qui sont grippés. Mais cela signifie du coup qu'on doit laisser se développer légalement des inégalités ; et à terme, c'est accepter de fabriquer des couches sociales plus riches que d'autres. Avec le risque que ces gens-là tiennent bientôt la dragée haute à tout le monde, ou servent de relais à des forces contre-révolutionnaires dans une nouvelle tentative contre l'URSS. Tous ces risques, si les dirigeants bolcheviks les choisissent, c'est encore et toujours dans la perspective de tenir. Tenir jusqu'à ce que ce pouvoir ouvrier sans classe ouvrière, mal en point-, soit relayé par l'entrée en mouvement d'autres classes ouvrières. Tenir jusqu'à ce que la révolution prolétarienne trouve un nouveau souffle.

Le parti bolchevik ne ment pas, n'enjolive pas, ne peint pas les choses en rose. Il dit clairement et publiquement que c'est un pas un arrière l'une certaine restauration du capitalisme. Mais que ce doit être une mesure temporaire dans cette Russie pauvre et sous-développée à l'extrême. De fait, la liberté du commerce, la liberté de l'artisanat, la liberté d'entreprise favorisent le développement des paysans, des petits propriétaires de toutes natures. Pour préserver l'avenir, pour éviter que le pouvoir ne bascule définitivement aux mains de nouvelles couches de privilégiés, Lénine et Trotski restent absolument intransigeants sur une chose : la grande production doit rester la propriété de l'Etat, et demeurer aux petits-bourgeois nouveaux.

En cette année 1921, il n'y a plus que 1,2 millions d'ouvriers, moitié moins qu'avant la guerre. Et ces ouvriers sont en grande partie maintenant dans de bien petites entreprises, de quelques dizaines de personnes le plus souvent. Après avoir fourni des contingents par dizaines de milliers sur les fronts de la guerre civile aux côtés des paysans, après avoir renoncé à des journées de salaire, choisi de faire des heures supplémentaires pour réparer les voies ferrées détruites, ou ramasser du bois qui manque, une partie de ce prolétariat a cédé. Certains se sont soustraits au front, au travail gratuit, et ne pensent qu'à eux et à trouver de quoi manger tout en s'abstenant d'aller au travail, quand ils n'ont pas démantelé petit bout par petit bout le peu de machines.

Même dans la grande usine de Putilov de Petrograd qui a été l'un des centres les plus en pointe dans la révolution, il n'y a plus en 1921 que 6000 ouvriers, cinq fois moins qu'au temps de la révolution. Et dans cette usine on voit des agitateurs révolutionnaires utiliser des arguments antisémites contre le gouvernement soviétique, en sous-entendant qu'il est constitué de juifs ou à la solde des juifs. C'est dire l'état du délabrement moral qui va avec l'effondrement de l'économie.

En fait, Lénine et Trotski ne sauvent déjà plus grand chose de la révolution. En l'absence d'un prolétariat mobilisé, la flamme de la révolution s'est presque éteinte en URSS.

En mars 1923, deux ans après le démarrage de la NEP, si presque 90% des entreprises industrielles sont aux mains du privé, 85% des ouvriers d'industrie travaillent tout de même dans des entreprises d'Etat. C'est-à-dire que les patrons restent vraiment de tout petits bourgeois. Pourtant tous ces nouveaux riches, ou les anciens riches d'avant la révolution qui sortent de l'ombre, font régner une nouvelle ambiance dans les villes. Ambitieux, heureux en affaires, on les appelle les «Nepmen ». Depuis décembre 1921 ils célèbrent la renaissance du capitalisme dans les cabarets, les pâtisseries et les pâtisseries. Et avec eux ressortent les prostituées ou les marques de déférence des garçons de café.

Du côté de la classe ouvrière, les conséquences de la NEP sont contradictoires. D'un côté, la NEP permet un redémarrage de l'économie et une augmentation des salaires, conditions indispensables pour renforcer le prolétariat tant en nombre qu'en terme de niveau de vie. Mais d'un autre côté, la NEP signifie aussi des vagues de licenciements, du fait de la recherche de gain de productivité. En un an, le nombre des cheminots passe de 1,24 millions à 720 000 de l'été 1921 à l'été 1922. D'autre part, les salaires n'augmentent pas de la même façon pour tous : les cadres et ingénieurs recommencent à toucher bien plus que les manœuvres, contrairement à l'époque précédente.

Fin 1921, un premier conflit politique va opposer clairement Lénine et Trotski d'un côté, Staline et la plupart des autres bolcheviks de l'autre. Boukharine, Sokolnikov et d'autres pensent qu'il faut supprimer le monopole du commerce extérieur, pour permettre le développement des échanges économiques avec l'étranger. Pour eux, c'est dans la suite logique de la NEP. Mais Lénine voit là une erreur dramatique. Pour lui, les intérêts vitaux du pays seraient atteints. Car les pays capitalistes peuvent tout à fait offrir à l'URSS d'acheter aux paysans leur production à un prix suffisamment élevé, plus élevé que sur le marché soviétique, pour en faire des alliés intéressés à développer les affaires et les maintenir avec l'étranger. Il risquait de s'en suivre une alliance entre le capitalisme international et la paysannerie. Et celle-ci serait ensuite inévitablement retournée aussi tôt que possible contre le pouvoir soviétique. Pour Lénine, seul le contrôle de tout échange avec le monde capitaliste par l'Etat soviétique, seul le monopole du commerce extérieur pouvait pallier à la faiblesse économique de l'URSS.

Sur une lettre de Lénine sur ce sujet, datée de mai 1922, Staline ose écrire: « *A cette étape, je ne m'oppose pas à l'interdiction formelle des mesures dans le sens de l'affaiblissement du monopole du commerce extérieur. Je crois pourtant que l'affaiblissement devient inévitable* ». C'est peut-être à ce moment que Lénine découvre à quel point l'administration se sent sûre d'elle, et le rôle important que Staline est déjà parvenu à y jouer. Sachant que Trotski défend le monopole comme lui, Lénine lui propose de faire cause commune. Trotski accepte. Et Lénine, à nouveau sous le coup de la maladie, en informe

ouvertement par lettre Staline et le Comité central : « J'ai *parachevé un accord avec Trotski sur la défense de mes opinions concernant le monopole du commerce extérieur* ».

Mais il est probable que cette confiance affichée par Lénine en Trotski, au lieu d'aider Trotski, va susciter plutôt une sourde hostilité contre lui. La maladie de Lénine pose déjà le problème de la manière dont le pouvoir sera exercé lorsqu'il ne sera plus là. Pour les « anciens », Trotski tard entré dans le parti, après un détour même chez les mencheviks, est un arrogant insupportable. Et la réaction de Kamenev et Zinoviev est plutôt de serrer les rangs autour de Staline, de faire nombre pour faire barrage à une éventuelle montée de Trotski au pouvoir.

10- LE PROBLEME DES NATIONALITES, UN REVELATEUR

En avril 1922, Staline est nommé secrétaire général. Or, le secrétariat dirige le travail administratif et d'exécution pour le compte-rendu du Bureau et du Comité central. Formellement, ce devrait être un rouage qui se contente d'appliquer des décisions provenant de ces organismes. Mais depuis un an et plus, on s'aperçoit que les hauts fonctionnaires, et même les commissaires du peuple (l'équivalent des ministres) n'osent pas prendre des décisions qui leur reviennent. Les uns comme les autres reportent au plus haut niveau, au Bureau politique, toutes sortes de problèmes. Le secrétaire général se retrouve de ce fait en situation d'avoir entre ses mains une quantité d'autant plus grande de pouvoirs.

Pendant ce temps, la santé de Lénine s'aggrave. Et le 25 mai 1922, survient une attaque très grave : paralysie de la main et de la jambe droite et perte de la capacité de parler. Plus tard, il dira à Trotski : « Vous *comprenez, je ne pouvais plus parler ni écrire, il fallait que je réapprenne* ». Il ne pourra reprendre vraiment son activité que début octobre.

Entre temps, en août 1922, le Politburo doit examiner les relations entre la Russie et les cinq autres Républiques soviétiques : Ukraine, Biélorussie d'une part, et d'autre part dans le Caucase : Arménie, Azrbaïdjan, Géorgie. Tous ces Etats sont alors considérés indépendants. Chaque gouvernement a une structure analogue à celle du gouvernement de la Russie. Par contre, le Comité central du parti de chaque république est lié au Comité central et au Bureau politique de Moscou, par les liens du fonctionnement interne du parti. L'armée seule est centralisée, mais chaque République a le droit de disposer d'unités militaires distinctes.

Staline propose une autonomisation : les cinq Républiques deviendraient des composantes de la Fédération Russe (car la Russie elle-même est une fédération). Les organes dirigeants gouvernementaux de la Fédération de Russie (Conseil exécutif central, Conseil des Commissaires du peuple, Conseil du travail et de la défense) coifferaient ceux des républiques ainsi incorporées.

Septembre 1922: Le Comité central du PC géorgien proteste et juge l'autonomisation «prématurée». Staline s'en prend alors à eux et à tous ceux qui refusent sa vision. Il ne s'attend pas du tout à la réaction de Lénine, Le 26 septembre, Lénine écrit une note à Kaménev. Il propose des amendements au projet de Staline. Il explique qu'il ne faut pas détruire leur indépendance, qu'il faut construire un étage supérieur qui sera une fédération de républiques indépendantes, ayant des droits égaux. Et chaque Etat aura le droit de quitter cette fédération.

Mais Kamenev joue un drôle de jeu. Il informe Staline que Lénine va mener la bagarre jusqu'au bout sur ce sujet. Et Staline comprend qu'il est à deux doigts de perdre toute autorité. Staline est furieux. Mais il doit accepter. Il se venge sur d'autres amendements de Lénine, moins importants, où il annote comme un correcteur sur une copie d'élève : « absurde », « prématuré », « inutile ». Et il accuse Lénine d'apporter de l'eau au moulin des indépendantistes.

Staline a vu le comportement de Kamenev. Ce grand intellectuel a besoin de lui. Il est prêts à faire alliance avec lui. Sans doute dans le calcul de constituer une force face à Trotski, qui risque fort d'apparaître comme le successeur légitime de Lénine. Staline sent qu'il peut le manœuvrer. Et l'avenir prouvera qu'il saura le faire de main de maître.

En tout cas, souligne Moshé Lewin, « on n'est plus en présence d'un simple décalage inévitable entre les principes et les buts, d'une part, et les méthodes de mise en œuvre, d'autre part. Maintenant, l'ensemble des moyens exprime un changement d'objectif qui s'opère souvent inconsciemment chez certains dirigeants : ils ont fait du centralisme dans l'Etat un principe suprême. Ordjonikidzé se comporte en véritable gouverneur général, bafoue les considérations légalistes et statutaires, emploie la contrainte pure et simple contre les communistes des Républiques nationales (...) »

11- LE DERNIER COMBAT DE LENINE: QUE FAIRE DE L'URSS ?

Lénine va conclure de cet épisode que Staline et ceux qui ont agi avec lui sur le problème des nationalités ont un comportement de « représentants d'une grande puissance dominatrice ». Il comprend que le problème que cela révèle est grave et profond, dangereux pour l'avenir. Le 6 octobre 22, il écrit à Kamenev: « Je déclare la guerre au chauvinisme grand russe : il faut affirmer de la façon la plus catégorique qui soit que le Comité exécutif central de l'union sera présidé, à tour de rôle par un Russe, un Ukrainien, un Géorgien, etc. Je dis bien de la façon la plus catégorique qui soit ».

13 décembre 1922: Lénine a deux attaques sérieuses. La main droite et la jambe droite sont paralysées. Il doit s'aliter et obéir aux médecins. Officiellement, c'est Staline qui est chargé de se tenir au courant de son état de santé. C'est le début d'une maladie qui va finir de le paralyser en trois mois à peine. Maintenant, jour après jour, Lénine qui a compris la gravité de la situation, la sienne comme celle de l'URSS, va mener un combat surhumain pour mettre noir sur blanc ses idées de la manière la plus nette qu'il pourra, sur ce qui à ses yeux devient essentiel : les dangers qui guettent l'Etat soviétique'

Les visites lui sont interdites, et interdiction est faite à son entourage de l'informer des affaires de l'Etat. Il ne verra plus que sa femme Krupskaja, sa sœur, et quelques secrétaires. Avec ces femmes, il va se battre pour arracher le maximum d'informations, se faire son opinion, et la faire connaître. « Il sentait qu'il devait dire au moins l'essentiel sur les sujets les plus pressants, que c'était le devoir du chef d'Etat, du leader d'une révolution sans précédent » (M. Lewin). Le 22 décembre Staline apprend que Krupskaja a pris une lettre de Lénine sous la dictée. Furieux, il appelle Krupskaja au téléphone, et la couvre, dira-t-elle « d'injures indignes et de menaces ». Dans l'immédiat, Lénine ne dit rien. Mais il informe les médecins que s'il ne peut pas dicter, il ne peut plus dormir. Il menace de ne plus se soigner dans ces conditions. L'autorisation lui est accordée, mais le Bureau politique précise que cela ne doit

pas être une correspondance, et qu'il ne doit pas y avoir de réponse. C'est ainsi qu'à partir du 23 décembre, Lénine va rédiger ce qui sera appelé son «testament».

La première note de Lénine, celle du 23 décembre, a été envoyée à Staline, pour qu'il la communique au Bureau politique, mais Staline ne l'a certainement montré à personne. Les suivantes, Lénine demanda à Krupskaja de les garder « *catégoriquement secrètes* », et à ouvrir après sa mort

Les 30 et 31 décembre 1922, Lénine dicte un texte qui est tout un programme sur la question nationale. Il explique qu'il y a besoin d'un appareil qui fasse l'unité, mais pas d'un appareil emprunté au passé tsariste, mélange de partisans du tsar et de petits-bourgeois chauvins, qui serait utilisé pour opprimer le peuple. Il s'inquiète de savoir si le texte adopté, qui dit attacher de l'importance au respect de la culture et des mentalités locales, ne sera pas que des mots. Et il met les points sur les i : il va falloir protéger les peuples allogènes non russes des « authentiques *brutes russes* ». *Il attaque directement et personnellement Staline « Staline, dans sa hâte et son engouement pour les méthodes administratives, sans parler de son hostilité déclarée envers le social-nationalisme, a joué un rôle catastrophique. L'animosité rancunière est ce qu'il y a de pire en politique. »*

Pour lui, le centre doit conserver les fonctions militaires et diplomatiques, mais tout le reste doit être rendu aux républiques. *« Il est inacceptable qu'au moment précis où l'Orient s'éveille nous sapions notre prestige en maltraitant nos propres minorités nationales et en commettant des injustices à leur égard. Il faut critiquer l'impérialisme étranger. Mais il est encore plus important que lorsque nous adoptons nous-mêmes une attitude impérialiste, ne serait-ce que sur des points de détail, à l'égard des nationalités opprimées, nous revenons sur nos positions de principe ».*

Le 4 janvier 1923, Lénine propose de retirer à Staline ses fonctions de secrétaire général : *«Staline est trop brutal, et ce défaut, pleinement supprotbale dans les rapports entre nous, communistes, devient intolérable dans les fonctions de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfélchir au moyen de déplacer Staline de ce poste, et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue de lui par sa supériorité -c'est-à-dire soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc. »*

Le 5 mars 1923, il écrit à Trotski sur un ton affectueux rare dans ce genre de courrier: *«Je vous prie avec insistance de vous charger de la défense del'affaire géorgienne au Comité central du parti. Cette affaire se trouve sous la persécution" de Staline et de Dzerjinsky, et je ne peux me fier à leur impartialité ; c'estle contraire qui est vrai. Si vous consentez à prendre la défense, je pourrai alors être rassuré; si vous ne consentiez pas, pour une raison quelconque, rendez-moi alors le dossier, j'y verrai le signe de votre désaccord. Avec mon meilleur salut de camarade, Lénine ».*

Ensuite, il dicte ce message glacial pour Staline: *«Au camarade Staline, hautement secret, personnel, copies aux camarades Kamenev et Zinoviev. Très respectable camarade Staline, Vous vous êtes permis la grossièreté d'appeler ma femme au téléphone et de l'injurier. Elle se déclara d'accord pour oublier ce qui avait été dit. Pourtant elle en fit part à Zinoviev et Kaménev. Je n'ai pas l'intention d'oublier ce qui a été fait contre moi. C'est pourquoi je vous demande de considérer si vous êtes disposé à retirer ce que vous avez dit et*

à présenter vos excuses, ou bien si vous préférez rompre les relations entre nous. Avec respect, Lénine.»

Enfin, à l'intention des communistes géorgiens, il adresse ceci : «(rigoureusement secret) Aux camarades Mdivani, Makharadzé et autres. Chers camarades ! Je suis votre affaire de tout mon cœur. Dégoûté par la grossièreté d'Ordjonikidzé et les connivences de Staline et de Dzerjinsky, je prépare pour vous des notes et un discours. Respectueusement. Lénine, le 6 mars 1923. » Kamenev informe Zinoviev que Lénine a désavoué Ordjonikidzé et Staline, et qu'il a adressé à Staline une lettre lui annonçant qu'il rompait toute relation personnelle avec lui, car il s'était mal conduit avec Krupskaja.

Le 9 mars 1923, une nouvelle et très violente attaque le paralyse définitivement. Il ne parle plus. Il ne pourra désormais plus dicter ses pensées, il ne pourra plus rien faire, jusqu'à sa mort, dix mois plus tard, le 21 janvier 1924. Entre temps, Staline, qui a senti le danger monter, a fait marche arrière, et accepté les amendements apportés par Trotski. Trotski, comme Lénine le lui avait demandé, défend le point de vue de Lénine, qui est également le sien. Mais il ne va pas jusqu'à demander le retrait de Staline des plus hauts postes de responsabilité, comme le demande Lénine dans son testament. Dans une lettre à Kamenev, Trotski écrit : "Je suis contre la liquidation de Staline et l'exclusion d'Ordjonikidzé. Mais je suis d'accord avec Lénine sur le fond: il faut changer radicalement de politique sur les nationalités, les persécutions contre les Géorgiens doivent cesser, il faut mettre un terme aux méthodes administratives de pression sur le Parti, s'engager plus résolument dans l'industrialisation, instaurer au sommet un esprit de coopération. Il faut arrêter les intrigues. Nous avons besoin d'une collaboration sans arrière-pensées ». Trotski fait comme si l'on pouvait faire abstraction des hommes, en restant sur un terrain qui serait purement politique. Il vient de commettre une erreur fatale pour la suite de l'histoire.

Moshé Lewin écrit qu'à ce moment précis « Staline n'avait jamais été si vulnérable. Une coalition léniniste, ou une majorité soutenant les positions de Lénine, était encore parfaitement Possible à établir. Révéler la totalité du "testament" au congrès et susciter une discussion au lieu de jouer au petit jeu de la « rééducation de Staline », était la dernière chance sérieuse d'entamer un cours nouveau. Mais Trotski l'a laissée filer, même si nous savons qu'il est passé très vite à une opposition déclarée à Staline. »

12 - REFLEXIONS SUR LES ORIGINES DE LA BUREAUCRATIE

De nombreux auteurs, historiens, courants politiques, ont été chercher dans les principes du parti bolchevique, ou dans les toutes premières actions des bolcheviques, pour tenter de trouver une explication au phénomène de la bureaucratisation. Nous avons repris ici l'exemple de Marc Ferro dans La Révolution de 1917 (Albin Michel 1997), qui a l'avantage d'être le fruit d'un travail sérieux. Marc Ferro a littéralement cherché à la loupe ces indices. « Contre l'interprétation trotskyste et contre l'interprétation anti-bolchévik, écrit-il, nous montrons que l'embryon de cet Etat s'est constitué avant Octobre, et qu'avant Octobre, il a fonctionné avec ses traits spécifiques ».

Premier embryon du futur Etat que désigne Ferro, la Garde Rouge. Force de 10 000 à 12 000 hommes en Octobre, les gardes rouges étaient d'abord des gardes de l'usine. Et l'administration devait les payer. « Aux entreprises Russkij Reno, par exemple, le bolchevik Babrar avait élu commandant de la Garde Rouge ; dans les documents de l'administration,

on a retrouvé sa fiche de paye comme responsable de cette milice ; il y fut rémunéré jusqu'à septembre. Ainsi, dans certaines entreprises, la Garde Rouge se confondait avec la garde l'usine. Ailleurs, elle se constitua à partir d'elle. »

Puis Ferro désigne du doigt des pratiques des partis politiques, pour tenter de contrôler les Soviets. *« La première forme de bureaucratisation par en haut fut pratiquée . lors de la constitution du soviet de Petrograd, le jour même où la révolution l'emportait... Le bolchevik Sljapnikov proposa que chaque parti socialiste puisse faire siéger deux membres de droit au comité exécutif de soviet. A l'origine, cette proposition avait pour objet d'assurer une représentation plus consistante aux bolcheviks, très minoritaires parmi les membres du groupe initiateur (...) la proposition fut acceptée, sans aucune difficulté ».*

Or, poursuit Ferro, les membres de partis et organisations (syndicats, mouvement coopératif) qui entrèrent ainsi, *« se disaient "représentatifs" (de leur organisation) et, à ce titre, exclurent bientôt des discussions les membres exécutifs élus par l'assemblée générale, véritables fondateurs du soviet, mais pas nécessairement membres importants de leur parti, ou encore n'appartenant à aucune organisation. Furent ainsi éliminés des hommes comme Solokov, Pankov, etc. ; même les bolcheviks Sljapnikov, Zalutskij, Molotov, co-fondateurs du soviet, durent bientôt céder le pas aux délégués de leur parti, Kamenev et Staline. Quant aux huit soldats élus par la garnison, ils n'avaient pas d'appartenance politique, et furent ainsi éliminés ».*

« Le phénomène bureaucratique, souligne ainsi Ferro, apparaît dès lors que le choix des deux délégués n'est plus du ressort de l'assemblée mais des organes dirigeants de chaque organisation, ou de leur bureau. L'assemblée générale a perdu son droit au contrôle. Cette première forme de bureaucratisation par les partis, ... fut pratiquée à Arkhangelsk, à Astrakhan, Vologda, Ivanovo- Voznesensk, Poltava, Saratov, et quelques autres villes encore mais pas partout : ni à Rjazan », ni à Kisinev, ni à Vjatka, ni à Baku. Elle fut pratiquée grosso modo dans les deux tiers des soviets ».

Autre procédé de bureaucratisation par le haut: le refus de réunir assez souvent des réunions par où pourrait monter une contestation, la radicalisation des masses, de manière à contrôler les organismes sur des bases anciennement élues. Là, ce sont les bolcheviks qui dénoncent le procédé. *« Contrôlant le comité exécutif pan-russe, ils (mencheviks et SR) cherchaient à prévenir le mouvement de bas en haut qui émanait des usines et qui, radicalisé, exigeait, au travers de la section ouvrière, de nouvelles élections ».*

Troisième forme que prend la bureaucratisation par le haut, l'utilisation du principe majoritaire. *« La "majorité" menchevik-SR, aux soviets de députés, déjà contrôlée par les partis, se saisit de tous les postes stratégiques que le soviet pouvait contrôler. En 1917, ce furent Gots, Avksentsev pour les SR, Dan et Gvozdev pour les mencheviks qui jouèrent le rôle qui sera plus tard celui de Sverdlov et Staline : ils "contrôlent" les nominations à tous les postes importants Le cas d'Anisimov, président du soviet des comités de quartier, est un exemple. En bonne démocratie, Anisimov eût dû être, au moins, un membre du comité de son propre quartier avant son élection à la présidence du soviet de tous les quartiers. Or il n'est mentionné sur aucune des minutes du quartier de Petersburg, où il habite. (...) Entre juin et octobre, le nombre des membres qui ne sont pas élus directement par leur usine et qui figurent sur la liste des membres du soviet grâce à une procédure bureaucratique de ce type passe de 4% à 12% ». De la même manière, les bolcheviks nommeront Ioffé, membre du*

comité central du parti, au praesidium du soviet des comités de quartier, quand ils y obtiendront la majorité.

Ferro poursuit en examinant ensuite les causes de bureaucratie par en bas, ce qui est assez original, et intéressant. Il en voit un signe dans le fait que, par exemple, les réunions du comité d'usine se font, les travailleurs restant debout, alors que le comité siège autour d'un bureau, assis. *« En dépit des statuts, pourtant explicites, le renouvellement des membres du comité demeure lettre morte. »* Des assemblées se tiennent, alors que le quorum n'est pas atteint. *« Les comités le signalent dans la minute des décisions, mais n'en prennent pas moins des décisions, alors que les statuts l'interdisent, perpétuant ainsi leur pouvoir d'une autre façon ».*

Toujours dans la bureaucratisation venue par en bas, Ferro mentionne *« la capture de l'activité politique par des permanents »* : Ainsi, les comités de quartier, au départ, sont tenus par *« des habitants du quartier qui, en assurant une permanence au local du comité, abandonnent peu à peu leur emploi. Comme ils ne touchent plus de salaire, l'assemblée du comité de quartier décide de leur allouer une petite indemnité avec de l'argent provenant d'une souscription. Dès lors, une corrélation s'observe : à peine un permanent est-il choisi, et le nombre des participants aux assemblées générales diminue régulièrement (sauf une remontée lors des Journées de Juillet). Au quartier de Peterhof de Petrograd, par exemple, il passe entre mars et octobre de 40 présents en moyenne, à 22. parallèlement, les réunions des responsables du bureau se font de plus en plus fréquentes (...) alors que les assemblées générales que ce Bureau convoque sont de plus en plus espacées. L'assistance est grêle. Sous-informée, elle ne prend bientôt plus part aux discussions ; seuls les membres du Bureau y participent, proposent des motions, que l'assemblée accepte ou non de voter ».*

Marc Ferro tente par ailleurs de cerner la formation du futur groupe social bureaucratique, avant même la prise du pouvoir. On connaît bien, dit-il, la composition sociale des comités de quartier et de leurs bureaux: 60% sont des ouvriers Qui travaillent dans le quartier, 25% des soldats en caserne à côté, 10% sont des militants syndicaux, 5% sont employés, professions libérales, de gauche ou sans affiliation politique. Au début, ces gens passent une partie de leur journée à l'usine ou à la caserne, le reste au comité. Mais lorsque les cotisations ont permis de les rémunérer, *« ils ne furent plus tout à fait des travailleurs ou des soldats, mais des responsables qui militaient ... pour gérer les affaires de leurs concitoyens : leur trouver un logement, les aider à percevoir une pension, etc. Avec le temps, ils se séparèrent de plus en plus de leur groupe social d'origine »* Ayant dès lors intérêt à ce que la révolution l'emporte, pour ne pas avoir à retourner à l'usine, *« il existait ainsi une sorte de solidarité fonctionnelle entre ces membres des comités, pas nécessairement bolcheviks, et le parti de Lénine »*. Ils auraient été un millier pour 12 des 14 quartiers de Petrograd à n'être jamais retournés à l'usine. Pour Marc Ferro, *« ils constituent le premier élément d'un groupe social nouveau »*. Il faut y inclure également la plupart des délégués syndicaux.

Second élément de ce groupe : les gardes Rouges. Ils sont très jeunes, moins de 25 ans pour plus de la moitié, presque tous d'origine ouvrière, et pour les trois quart provenant des grandes usines métallurgiques (Putilov, Arsenal, Prometa). Très peu, de l'ordre de un sur dix, ont dû effectivement participer aux journées révolutionnaires, Juillet, Kornilov, prise du Palais d'Hiver. Parmi les 1600 qui se déclarent bolcheviks, seulement 250 l'étaient déjà en Février. Comme les hommes des comités de quartier, leur genre de vie, leur mode rémunération, changent. Après Octobre l'Etat va dissoudre les gardes Rouges, et proposer à ceux qui le souhaitent d'entrer dans l'Armée Rouge : un quart d'entre eux vont accepter. Mais

d'autres ouvriers vont passer directement de l'usine à l'Armée Rouge : *« conséquence conjuguée du sabotage volontaire de la production par la bourgeoisie et du marasme total de l'économie, les usines se vidaient. Jetés à la rue, les jeunes ouvriers s'enrôlaient et participaient aux rafles opérées dans les campagnes pour ravitailler la ville. »*

A ces deux éléments, comités de quartier et Gardes Rouges, Marc Ferro ajoute *« les membres de l'ancienne administration et du corps des officiers qui, ultérieurement, se rallièrent au nouveau régime »*, et *« la direction du parti bolchevik qui se plaça à la tête de l'Etat. »*

Toutes ces observations de Marc Ferro sont incontestables. Mais le problème est de savoir que conclure de ces observations. Pour Ferro, comme pour tous ceux qui procèdent de cette méthode, il en découle que la bureaucratie était inéluctable, inévitable, du simple fait que certains comportements étaient en germe dans les soviets ou dans les partis, ou que quelques milliers, voire dizaines de milliers de personnes, ont changé de place sociale durant les événements révolutionnaires.

Mais ce n'est pas du tout notre raisonnement. Ce travail d'historien est intéressant et utile, car il répertorie de manière sérieuse des pratiques qu'il faut effectivement soit bannir, soit mettre sous contrôle. Mais toutes ne sont pas évitables. Les Gardes Rouges ont eu leur utilité, les Comités de quartier également, et y compris sous la forme de ce que Ferro appelle des permanents. Mais Ferro n'est pas un révolutionnaire, et c'est pour cela qu'il n'a aucune chance d'imaginer ce que les révolutionnaires même de l'époque n'ont pu imaginer : à savoir un programme politique qui protège des dangers inhérents à cette bureaucratie.

Si un tel programme avait existé, ou si l'expérience avait pu laisser du temps aux révolutionnaires pour le mettre au point, il n'est pas écrit que les événements auraient pris la tournure que l'on sait. Il fallait trouver les méthodes obligeant cette nouvelle couche sociale, la bureaucratie, à passer immédiatement sous le contrôle actif de l'immense majorité de la population. C'est ce qui a manqué. Mais personne, pas même les Anarchistes, n'a proposé de solution où ce problème. Car la solution des anarchistes est une fausse solution. Ne trouvant pas plus que les bolcheviks un moyen d'appliquer leur programme sur les dangers bureaucratiques, les anarchistes proposent de supprimer l'appareil d'Etat pour ne pas avoir à le contrôler.

Dans un des cours de formation marxiste consacré à la dégénérescence de l'URSS et effectué par des militants de Lutte Ouvrière dans les années qui suivirent Mai 1968, on peut lire : *« à la faveur de la NEP, recul nécessaire du mouvement ouvrier, la bureaucratie va jeter les bases de son futur pouvoir dictatorial (...) Le koulak, paysan riche, est favorisé : la conséquence en est la création d'une petite-bourgeoisie rurale qui petit à petit s'installe dans les soviets locaux. Finalement en 1922, 23, la base sociale de la bureaucratie est déjà en place : ce sont les nepmen (petite bourgeoisie commerçante) d'une part, les koulaks (petite bourgeoisie rurale) de l'autre ; cette bureaucratie s'étend d'autant plus que le prolétariat épuisé abandonne la lutte. »*

Cette présentation des choses signifie que bureaucratie et prolétariat seraient antinomiques. C'est la faiblesse du prolétariat qui expliquerait la montée en puissance de la bureaucratie ; et cette bureaucratie ne se nourrirait que des autres couches sociales, petites bourgeoisies urbaine et rurale.

Cette vision nous semble fautive. D'abord, parce que l'histoire n'a pas indiqué que ce sont ces couches-là qui vont exercer le pouvoir par la suite. Au contraire, en 1928, quand Staline décide la collectivisation forcée, cette petite bourgeoisie est littéralement massacrée, démolie. Or, cette élimination n'a pas abouti à un retour vers moins de bureaucratie, au contraire. Ce qui est vrai, c'est que le pouvoir de la bureaucratie pouvait tout à fait être accepté, soutenu, par la petite bourgeoisie, dans la mesure où il signifiait un arrêt des processus révolutionnaires. Mais il faut bien convenir que la bureaucratie se situait ailleurs. Sinon, comment expliquer qu'elle ait pu battre ces classes, lors de la collectivisation.

De toute évidence, la classe ouvrière, et de manière plus générale le prolétariat n'a pas à être considéré de manière mythique, comme une classe pure, propre, incapable d'un autre comportement que de celui de vouloir aller droit vers le socialisme. Dans le cas de l'URSS, non seulement la bureaucratie a pris naissance au cœur de la classe ouvrière mais c'est finalement l'ensemble de la classe ouvrière russe, dans sa quasi-totalité, qui va vivre une promotion sociale, faisant d'elle une bureaucratie, et constituant une part significative de l'ensemble de cette nouvelle couche sociale.

La classe ouvrière russe sera presque complètement renouvelée, plusieurs fois, entre 1917 et les premiers plans quinquennaux. De 1917 à 1922 on l'a vu, un grand nombre d'ouvriers a déserté les usines. Les uns sont partis se battre sur le front de la guerre civile, une partie deviennent des cadres de l'Armée rouge, d'autres entrent dans l'appareil d'Etat en train de se construire. Une grande partie ne redeviendront pas ouvriers. C'est donc qu'ils ont été remplacés par de nouvelles catégories, des travailleurs provenant des campagnes.

Et il y aura un nouveau mouvement de cette sorte dans la période 1928 à 1939, entre la collectivisation et l'industrialisation forcée et la seconde guerre mondiale. Jacques Sapir indique que « sur les 3,6 millions d'ouvriers de 1928, 377 000 furent promus à des postes de maîtrise, 708 000 sont entrés dans des écoles techniques (et sont donc devenus des enseignants), 775 000 sont entrés dans des écoles supérieures ou à l'université (eux aussi sont donc devenus des cadres et des formateurs), et 550 000 sont devenus des cadres des "stations de machines et tracteurs" (les MTS) ». Cela donne un total de 2,4 millions de promotions sociales. Certains sont probablement comptés ici deux fois, en raison de leur parcours. Mais c'est bien près des deux tiers de la population ouvrière de 1928 qui a quitté l'usine, définitivement. En 1937, 83% des 9 millions d'ouvriers viennent des campagnes.

La guerre mondiale provoquera un troisième renouvellement, du fait du nombre considérable de victimes, 20 millions de disparus en URSS. Une enquête de 1958 indique que 83% des salariés de l'industrie sont arrivés après 1938. Des dirigeants politiques comme Brejnev, Gromyko, Ustinov, feront partie de ces vagues de promotion ouvrière.

Quand on parle de bureaucratie et de danger bureaucratique, il ne faut donc pas exclure la classe ouvrière. Tout prolétaire dont les moyens de subsistance se mettent du jour au lendemain à ne plus dépendre de son seul travail -et en particulier s'il se met à dépendre de l'Etat- devient immédiatement un bureaucrate. Et cela peut se produire avant même un changement de pouvoir.

La classe ouvrière n'est pas homogène. Il faut absolument y distinguer deux catégories essentielles, sans lesquelles on ne peut comprendre son comportement, ni en temps de paix sociale, ni en période de luttes ou de révolution. En toute situation, l'aristocratie ouvrière tirera la société vers un certain conservatisme. Ce qui ne l'empêche pas, lorsque la masse

ouvrière est absente des luttes, de mener les siennes, et de manière radicale. Mais il s'agit toujours de luttes égoïstes, qui s'arrêteront, voire se retourneront contre la masse ouvrière dès que celle-ci va vouloir bouger pour les intérêts des couches inférieures.

Il ne faut pas idéaliser non plus la masse ouvrière. Son comportement longtemps passif, peureux, lui colle à la peau. Le jour où la situation est bouleversée, du fait même de l'irruption de la masse ouvrière sur la scène des luttes et de la politique, ces comportements peuvent vite revenir, au premier revers. Il faut s'y attendre, pour les prévenir, et y répondre. On a vu comment les travailleurs des usines russes ont été tentés, au lendemain d'Octobre, de se servir de leurs usines comme d'une nouvelle propriété individuelle, et non comme d'un outil faisant partie d'un tout, et à mettre au service de la collectivité.

Dans le cas de la révolution russe, les bolcheviks ont stoppé ce danger, en mettant en place un organisme économique central, et en lui donnant un pouvoir supérieur à celui que pouvaient avoir les travailleurs dans leur usine. Mais ils ont du coup créé au sein du monde ouvrier, y compris de la masse ouvrière, une hostilité contre eux, qui a sans doute joué dans les mois et les années qui suivirent. Et cela ne les a pas aidés. Car un début de solution aurait dû être au contraire une envie et une volonté de la population ouvrière pour participer aux tâches de contrôle de l'Etat.

Dans sa brochure « De la Russie révolutionnaire à l'URSS des bureaucrates », (exposé du CLT 26 avril 1985), c'est seulement dans l'Armée rouge issue de la révolution que Lutte Ouvrière veut bien admettre un germe de bureaucratie : « ... les *pouvoirs soviétiques mis en place à la suite des succès de l'Armée rouge dans la guerre civile, l'étaient souvent par en haut, davantage que par l'initiative venue d'en bas. Cela accroissait les dangers d'autoritarisme, de bureaucratisme...* » LO ne veut pas voir que, avant même la guerre civile, et indépendamment donc de la pression militaire bourgeoise internationale, l'attitude du prolétariat a commencé à poser problème tout de suite, les travailleurs de chaque usine se comportant en propriétaires de leur usine, et se mettant à agir de manière indépendante, dans leur intérêt local, loin de l'intérêt collectif. Et LO oublie de mentionner ce fait dans les raisons qui ont obligé le nouveau pouvoir à imposer les premières nationalisations. A lire LO, celles-ci furent seulement « *imposées aux bolcheviks par les sabotages ou les actes d'hostilité des bourgeois de l'intérieur, comme de l'extérieur* ».

Or, cette vision quelque peu idyllique de la classe ouvrière nous conduit aujourd'hui à une impasse. Si le prolétariat lui-même n'était pas du tout en cause dans l'échec de la révolution russe, et dans la bureaucratisation de l'Etat et du parti, toute la responsabilité en incombe, du coup, selon le raisonnement de LO, à l'isolement de l'URSS, aux échecs de la révolution dans le reste de l'Europe, au retard économique de l'URSS. Toutes idées que l'on retrouve effectivement chez Trotski.

LO écrit: « *La révolution avait conquis un sixième de la planète mais se retrouvait seule. Et ce fut sa perte. Elle était perdue de ne pas s'être étendue aux autres cinq sixièmes de la planète, ou du moins de ne pas avoir réussi à vaincre dans les pays capitalistes européens dont les immenses richesses économiques, industrielles, techniques, culturelles auraient compensé largement le sous-développement de la Russie, auraient effacé d'un coup toutes les difficultés qui étaient liées à son arriération et auraient permis de faire un véritable bond du règne de la nécessité à celui de la liberté, selon l'expression de Marx.* »

Mais cette manière de voir rend la révolution socialiste à venir quasi impossible : il faudrait qu'elle s'étende quasi-immédiatement de manière victorieuse à la majorité du globe, ou du moins à l'essentiel des pays impérialistes dominants, de manière à pouvoir disposer de richesses économiques, industrielles, techniques, culturelles. La révolution socialiste serait donc interdite si la situation ne permettait pas d'envisager un isolement plus ou moins long du pays qui la commence !

Pire ! Alors qu'il est évident dans le monde actuel que c'est dans le Tiers-monde, dans les pays dominés par l'impérialisme que s'accumulent à la fois les jeunes forces prolétariennes, et les raisons politiques et sociales de se révolter, la révolution serait condamnée d'avance dans un pays pauvre et sous-développé ! Voilà où conduit le refus de voir en face les rapports du prolétariat et de la bureaucratie et les problèmes qui ont été observés de ce point de vue, du vivant de la révolution russe.

Nous sommes persuadés qu'une révolution, aujourd'hui (ou demain) devra immédiatement, partout sur cette planète, se poser en termes de révolution socialiste, exactement comme l'a fait la révolution russe, sous l'impulsion des bolcheviks. Toute révolution autrement démocratique bourgeoise ne saurait que connaître des limites qui la condamneraient, la bourgeoisie étant devenue absolument partout interdépendante, donc dépendante à l'ordre mondial établi, soumise à ses forces les plus durement réactionnaires et conservatrices (trusts du pétrole, marchés financiers, etc.).

Il est plus que probable que les soubresauts révolutionnaires des masses se produiront (ils se produisent déjà) dans les pays dominés par ce système mondialisé. Eh bien, une telle révolution n'a en aucun cas à se poser la question de savoir, avant de se lancer à l'assaut de l'avenir, si, à sa suite, l'Allemagne, l'Europe, ou les USA verront ou pas leur classe ouvrière bien vouloir les suivre. Les faiblesses de la classe ouvrière sont telles, justement, qu'il faudra probablement d'abord une nouvelle révolution quelque part, pour que l'ardeur révolutionnaire du prolétariat des pays dominants trouve une chance de renaître. Aujourd'hui, elle est quasiment morte.

Quant à l'hypothèse d'une révolution prolétarienne dans un pays impérialiste dominant, ou même un groupe de ces pays, elle mérite tout de même qu'on s'y arrête un instant. N'y aurait-il pas alors risque de bureaucratisation ? La classe ouvrière de ce ou ces pays est pourrie par des décennies, des siècles même de domination de leur pays sur le Tiersmonde, avec sa contribution passive et aussi active. Et l'on ne devrait pas s'attendre à d'immenses problèmes de psychologie sociale, de comportement supérieur, hautain, bref de pouvoir des uns sur les autres, entre les différentes composantes de la classe ouvrière mondiale ? Et si un tel problème est à craindre d'attitude vis-à-vis des populations des pays actuellement dominés, peut-on croire qu'il n'y aurait pas, d'une manière ou d'une autre, d'autres problèmes induits et parallèles à l'intérieur même du pays dominant : vis-à-vis de la classe ouvrière immigrée, pour ne prendre qu'un exemple ?

Pour nous, la réponse ne fait aucun doute. Nous courons aux problèmes. Et il est donc du devoir des révolutionnaires conséquents de ces pays d'y réfléchir, d'y travailler, et d'imaginer des débuts, les premières attitudes concrètes, qui permettraient d'aiguiller les comportements vers un maximum de nettoyages des vieux réflexes et de la morale pourrie héritée d'un long passé de domination, et de supériorité.

Loin de devoir centrer toutes ses préoccupations sur le développement de l'économie (cela ne veut pas dire qu'il faut ignorer ce point, mais seulement qu'il est déjà bien réglé par la théorie, contrairement à celui discuté ici), une population, un prolétariat qui ferait sa révolution socialiste, aura d'abord, et presque exclusivement, à travailler les problèmes d'exercice du pouvoir ; comment faire entrer dans les faits les textes magnifiques de Lénine dans l'Etat et la révolution, quand ils disent que l'exercice du pouvoir doit immédiatement devenir le fait du plus grand nombre : «mesures étudiées en détail par Marx et Engels : 1° éligibilité et aussi révocabilité à tout moment ; 2° rétribution non supérieure au salaire de l'ouvrier ; 3° passage immédiat (c'est nous qui soulignons) à un état de choses dans lequel **tous** s'acquitteront des fonctions de contrôle et de surveillance, dans lequel **tous** seront momentanément des "bureaucrates", **personne** ne pouvant pour cela même se bureaucratiser ». Et Trotski de rappeler qu' « On aurait tort de penser qu'il s'agit pour Lénine d'une œuvre exigeant des dizaines d'années ; non, c'est un premier pas : "On peut et on doit commencer par là en faisant la révolution prolétarienne »

Eh bien justement, le problème est que cela ne s'est pas produit en Russie, et qu'au contraire, l'on y constate un rétrécissement rapide de l'exercice du pouvoir. De Février à Octobre, la lutte contre les anciens pouvoirs, a amené un très grand nombre parmi la population à participer de fait à ces tâches. Mais le jeune pouvoir bolchevik n'a pas su conserver cette richesse d'activité foisonnante des masses. Il a été troublé, justement du fait de ces actions du prolétariat qu'il n'avait pas prévues, et auxquelles il a cru bon de ne répondre que par une orientation qui va favoriser le rétrécissement de participation. Et cela, encore une fois, avant que les actions de la bourgeoisie n'amènent de nouveaux rétrécissements, en imposant l'état de guerre.

Force est de constater que les belles phrases de Lénine n'ont pas trouvé leur mode d'application concret. Non pas comme l'en accusent les anarchistes, les conseillistes, ou d'autres, parce que le programme des bolcheviks était la dictature de leur parti. Mais simplement parce qu'ils ont été désorientés par le comportement des masses, et qu'ils n'ont pas vu l'importance de conserver dans leurs choix, une priorité absolue à la participation des masses toujours plus grande. Ensuite, quelques mois plus tard, ils n'eurent plus de choix. Et tout était quasiment joué. En tout cas, une marche en arrière était devenue mission quasi -impossible. D'ailleurs, elle finit par écraser Lénine lui-même.

Ce sera donc l'un de nos points de réflexion ici. Comment envisager pour l'avenir les moyens de mettre en application ce principe d'une participation de tous, qui date de la Commune de Paris. Celle-ci a eu une durée de vie qui se compte en jours, mais cela n'a pas empêché Marx de voir, pour la première fois, à quel point il est essentiel. Il faut absolument des règles au prolétariat, à la jeune classe exploitée se retrouvant au pouvoir, pour qu'elle ne subisse pas le retour de flamme de la bureaucratisation, les dangers de l'exercice du pouvoir. Sans la participation de **tous, immédiatement**, aux fonctions de contrôle et de surveillance, la révocabilité, le salaire d'ouvrier ou l'élection, ne suffisent pas à empêcher le phénomène de gagner. Voilà la grande leçon de la révolution russe.

13 - REFLEXIONS SUR LES MOYENS DE LUTTE CONTRE LA BUREAUCRATIE

Un révolutionnaire bolchevik a tenté de tirer un premier bilan de cette expérience de l'arrivée au pouvoir de la classe ouvrière dans la révolution russe. Il s'agit de Christian Rakovski. Dans "les dangers professionnels du pouvoir », il répond en 1928 à

l'étonnement, qui semble alors général parmi ses camarades de l'Opposition ouvrière de gauche, quant à l'apathie générale qui accable la classe ouvrière et le parti. Rakovski tente d'avoir une démarche scientifique. Il commence par souligner que l'on ne disposait pas, avant l'exemple de la révolution russe, de cas où l'on aurait pu examiner le comportement du prolétariat une fois au pouvoir. « *C'est maintenant seulement, dit-il, que nous pouvons évaluer, sur la base des faits, les changements de son état d'esprit quand il prend en main la direction* ».

D'ailleurs, il faut se poser la question de savoir pourquoi cette question justement a été peu abordée, réfléchi, travaillée, par les révolutionnaires ? La réponse est que ceux qui sont restés révolutionnaires ont été accaparés par l'existence du stalinisme, et qu'ils ont concentré leur attention sur ce phénomène, qui masquait le phénomène du bureaucratisme lui-même. Sans Staline au pouvoir, admettons avec un Lénine, c'est tout un combat contre la bureaucratie qui aurait été mené. Par la pensée, la théorie, et par l'action, les actes. Mais les révolutionnaires de cette époque n'ont pas eu le temps de comprendre cette bureaucratie ouvrière qui arrivait là, qu'ils ont été balayés par son arrivée au pouvoir.

Or, les problèmes que pose une bureaucratie au pouvoir n'ont plus grand chose à voir avec ceux du phénomène bureaucratique qui existe alors que la classe ouvrière exerce son activité révolutionnaire. Les actions possibles à entreprendre n'ont plus rien à voir, ne serait-ce que parce que le pouvoir échappe justement aux révolutionnaires, ou que parce qu'il se pose aussi un problème de survie pour ceux-ci, problème dont l'urgence passe avant l'analyse et la réflexion. La victoire du stalinisme, non pas dans le sens qu'une bureaucratie a simplement gagné sur l'ensemble des forces révolutionnaires, mais du fait que ce système s'est mis à vivre, à exister, se développer, ce fait a eu un impact catastrophique du point de vue des leçons que nous aurions dû pouvoir tirer de l'expérience soviétique. Hormis Lénine, Rakovski, peut-être Trotski, c'est finalement peu de militants et d'attention qui ont pu être consacrés au phénomène de la bureaucratie au sein du prolétariat exerçant le pouvoir, au regard des forces militantes qui existaient alors. C'est une perte grave, une de plus, qu'a occasionné là le stalinisme, et qui est occultée. Car il était nécessaire, et il aurait dû être procédé, à un examen des faits plus soigné, une analyse plus fouillée de ce phénomène.

Que dit Rakovski ? Il commence par affirmer que la « position politique de la classe dirigeante n'est pas sans danger ; au contraire, les dangers sont très grands ». Et il rappelle que toutes les anciennes classes dirigeantes, y compris la bourgeoisie, ont dû passer par une période de mise au point, d'apprentissage, de l'exercice du pouvoir lui-même. Or ce point, pour ce qui concerne la classe ouvrière, est crucial : il s'agit ni plus ni moins que de la manière d'exercer la dictature du prolétariat.

On trouve d'innombrables études et réflexions sur les problèmes que posent les conflits ou les rapports entre les classes sociales. L'intérêt de la démarche de Rakovski, c'est qu'il tente de poser des questions qui concernent les conflits, les problèmes qui se posent au sein même de la nouvelle classe dirigeante. Tout commence par une « *différence fonctionnelle*, » constate-t-il : une partie de la classe ouvrière devient agent du nouveau pouvoir. En clair, un certain nombre d'ouvriers cesse d'être des ouvriers, et assure une fonction d'administrateur, ou de responsable politique. Dans un second temps, poursuit Rakovski, cette différence devient sociale. « *Je pense ici à la position sociale d'un communiste ayant à sa disposition une auto, un bon appartement, des vacances régulières, et recevant le salaire maximum autorisé par le Parti ; position qui diffère de celle du communiste travaillant dans les mines de charbon et recevant de 50 à 60 roubles par mois.* »

Aujourd'hui, on peut se demander si le qualificatif de « communiste », qui semble si importante à Rakovski, a beaucoup de sens dans pareille situation, et s'il ne risque pas de camoufler une partie de la réalité. Encore une fois, il faut appeler un chat un chat : communiste ou pas, l'employé de ministère qui vit de ce travail, le responsable politique qui vit de sa responsabilité, doit être clairement considéré comme un bureaucrate, un membre d'une catégorie sociale générale, dont il faut évaluer le nombre, l'ancienneté, le développement ou au contraire le recul, etc. Et il doit être surveillé par la population, en particulier par le prolétariat, qui doit le considérer comme un bureaucrate. Qu'il soit communiste ne change strictement rien à l'affaire. En clair, un communiste bureaucrate doit être surveillé et contrôlé par la classe ouvrière, y compris donc par des non communistes.

D'ailleurs, un bon communiste, s'il se retrouve à une fonction de bureaucrate, aura à cœur de se soumettre à pareil contrôle. Car pour que cette idée du contrôle ne soit pas qu'un mot, il faudra trouver les moyens concrets de parvenir à ce que ce contrôle devienne d'abord possible, ensuite effectif, et enfin efficace. Ce qui, à notre connaissance, n'a pas commencé à exister dans le cas de l'URSS. Non pas par mauvaise volonté ou en raison d'un programme contraire de la part des bolcheviks. Mais parce que cela n'a rien d'évident. On ne disposait d'aucun exemple. Et l'on n'imaginait pas quelle était l'urgence du problème.

Concrètement, pour que le travailleur encore à l'usine puisse, de fait contrôler le bureaucrate dans un ministère, se posent des problèmes d'organisation, d'horaires de travail, de disponibilité, de lieu, souhaitable pour ce contrôle de l'un par l'autre (au Ministère ou à l'usine, ou encore dans un troisième lieu à créer pour cette tâche), des problèmes aussi de compétence, de volonté de rendre les documents accessibles aux travailleurs du rang, et de vulgariser les problèmes qui se cachent derrière les dossiers.

C'est là qu'est l'un des nœuds du problème'. Comment parvenir à ce que la classe ouvrière assure son pouvoir concrètement ? Les soviets en sont un des éléments essentiels. Mais il faut trouver en même temps, et immédiatement, les moyens de contrôler l'appareil central économique et politique, l'administration, que nous impose de mettre en place la situation. Un contrôle ouvrier sur l'administration doit se superposer à celui exercé à l'usine dans les syndicats, dans les soviets et autres comités.

Eh bien justement, répondre concrètement à ce problème, n'est-ce pas la meilleure réponse à apporter à la première impulsion que l'on a constatée dans la classe ouvrière, ce repli de chaque usine sur elle-même. En ouvrant les portes des ministères et des bureaux aux blouses ouvrières, au langage et au bon sens des travailleurs, on ouvre la meilleure des portes à la prise de conscience essentielle et durable que l'on participe à une action collective, que l'on peut apporter sa contribution à la construction d'un ordre général nouveau, et que c'est cette voie qui mène au véritable socialisme. L'ouvrier de base prend le temps, le goût, d'aller avec ses camarades (pas trop nombreux, pas trop peu non plus) se faire l'examineur du travail du fonctionnaire. Et ce fonctionnaire, s'il est communiste ou simplement conscient et d'accord avec cette démarche, accepte avec bienveillance ce contrôle. Par ce moyen, il se fait enseignant auprès du travailleur. Ainsi, il pourra bientôt se décharger d'une partie de sa tâche auprès d'un premier groupe d'ouvriers qui se qualifieront progressivement.

L'objectif premier, le critère de réussite, c'est de parvenir à ce que l'ensemble de la population travailleuse participe au moins à une tâche de contrôle. Ensuite, dans un second temps, il s'agira de réfléchir à modifier l'organisation de manière à suivre le développement

des compétences des contrôleurs. De contrôleurs, cette population doit devenir elle-même agent actif de ce travail. Là encore, se posent d'innombrables problèmes concrets (réorganisation, temps partiel, rémunération). Le critère de réussite dans cette entreprise, c'est de parvenir à ce que les bureaucrates aient chacun de moins en moins à faire, que leur nombre devienne immensément grand, que chacun participe progressivement aux tâches bureaucratiques. Seul ce partage fera qu'il n'y a plus de bureaucratie.

Rakovski le rappelle dans sa brochure : le recul de la Grande révolution française, Thermidor, «*consista en ceci que le pouvoir commença à passer à la fois formellement et effectivement dans les mains d'un nombre de citoyens de plus en plus restreint. Peu à peu, d'abord parla force des choses et ensuite légalement, les masses populaires furent éliminées du gouvernement du pays* ». On observe le même phénomène à la suite de la révolution russe. Avant même la guerre civile, les événements sont déjà en train d'aller dans le sens de cette réduction du nombre de mains qui se partagent le pouvoir. Le simple fait que l'Etat promulgue certains décrets, inscrive dans des lois nouvelles des principes nouveaux, entraîne automatiquement que des tâches n'ont plus à être assumées. L'autorité de l'Etat y supplée. Plus besoin de s'inquiéter sur des réactions quant aux terres qu'on a prises, si c'est l'Etat qui vous assure maintenant qu'elles sont à vous. C'est là l'un des inconvénients du maintien d'un Etat. Eh bien, ce qu'il faut c'est que le temps rendu disponible par ce souci réglé, soit utilisé de suite, sur un, autre front, sans attendre que les personnes concernées prennent la mauvaise habitude de retomber dans la passivité et la confiance dans les autorités, c'est-à-dire dans la facilité.

C'est justement dans la tâche de contrôleur de l'Etat qu'il faut exiger de ce travailleur qu'il se convertisse aussitôt. Et cela doit paraître parfaitement logique. C'est lui qui contrôlait les choses dans son propre intérêt. Il doit maintenant continuer à le faire, mais à un autre endroit. Et l'éducation politique qui doit lui être donnée est que cela est indispensable, sinon, cet Etat, son appareil, va se mettre à fonctionner non pas en fonction de l'intérêt de ce prolétaire, et de l'intérêt collectif, mais en fonction des intérêts de la caste bureaucratique d'Etat. Pendant la révolution, j'apprends que je dois surveiller moi-même ce que devient mon atelier, ses comptes, le produit de mon travail. Je dois continuer à le faire, avec la même méfiance, la même ténacité, une fois le nouveau pouvoir mis en place. C'est l'expérience qui nous l'enseigne.

Comment faire concrètement ? il faut apprendre en marchant. Un bon thermomètre sera de savoir si le nombre de travailleurs qui participent à ce contrôle augmente suffisamment vite, stagne, ou diminue. A un second stade, ce sera de savoir quelle fraction des travailleurs se met à participer à la gestion même de l'Etat. Et en particulier si les couches plus exploitées se retrouvent à part entière, sans laisser ce travail aux catégories mieux armées par le passé, c'est-à-dire l'aristocratie ouvrière.

Toute l'attention d'un parti réellement communiste serait portée sur la résolution de ce problème, en priorité sur tous les autres, y compris sur toute «*réussite économique* ». La réussite économique, qui sera d'abord simplement la capacité de maintenir ou de retrouver un niveau de productivité de l'ordre de celui du système capitaliste dans les pays dominants, devra découler d'un changement au préalable de l'Etat, qui devra être passé aux mains d'un nombre considérable de citoyens.

Une telle transformation ne pourra être inventée de toutes pièces du premier coup. Comme l'a compris Rakovski, il faudra tâtonner, observer, corriger, faire des expériences

locales, partielles, en tirer les leçons et les partager. Faudra-t-il que le travailleur qui décide de consacrer un peu de temps, d'énergie et d'intérêt au travail d'administration, ne travaille plus qu'à temps partiel à l'usine ou au bureau ? Mais alors, aura-t-il droit à un salaire entier ou sera-t-il pénalisé ? Faudra-t-il payer en tant que tel le temps passé au contrôle de l'Etat ? Quelle distinction devra-t-on faire entre celui qui contrôle, et celui qui commence à participer lui-même aux tâches de gestion et d'administration ? Ne devra-t-il pas à son tour être contrôlé ? Ne faudra-t-il pas aussi décider d'un ordre de priorité social dans les situations de contrôle et de gestion et, selon la composition sociale globale de la nation, réfléchir aux moyens de maintenir la volonté socialiste ? Les ouvriers de la masse ouvrière devront immédiatement contrôler les ouvriers qualifiés et les employés dès qu'ils commenceront à assurer ces fonctions de gestion, c'est vital. Aucun décalage dans le temps ne doit exister. Les choses devront aller absolument ensemble, quitte à être réfrénées ou retardées.

Ne faudra-t-il pas ajouter que tout gestionnaire nouveau n'aura droit à l'existence qu'à condition que l'on soit certain qu'il y ait de nouveaux contrôleurs en chair et en os, qui vont à leur tour exercer ce travail indispensable. Il ne faudrait pas que l'ancien ouvrier devenu contrôleur, ne devienne un bureaucrate d'autant plus incontrôlé et incontrôlable, qu'il saura en professionnel ce que peut et ne peut faire un contrôleur.

Un autre danger peut exister aussi, dans un pays impérialiste, où la masse ouvrière ne vit pas dans les conditions les pires de la population, et où existent en plus une masse importante de chômeurs, d'exclus, d'immigrés en situation légalement irrégulière, que celle-ci subisse des tendances à chercher à stabiliser les choses dès qu'elle est assurée d'un changement suffisant de sa condition. Il sera sans doute judicieux d'associer ces catégories immédiatement, et à part entière, avec la masse ouvrière, aux tâches de contrôle, quitte à ralentir le processus général, et à rendre plus complexe sa mise en œuvre. Sinon en laissant ces catégories attendre sur le bas côté, on risque fort de se retrouver devant des problèmes insurmontables. D'une part, les ouvriers de la masse ouvrière eux-mêmes, enclins à mépriser ces catégories, risquent de se refuser à les associer. Mais surtout, alors que les ouvriers ayant un emploi plus ou moins régulier auront globalement tous amélioré au moins leur situation morale, en devenant réellement citoyens, les dernières catégories risqueraient de vivre cela en considérant qu'une fois encore, ils sont les éternels laissés pour compte ; ce qu'il seraient d'une certaine manière. Le fossé qui existe d'ores et déjà aujourd'hui entre ces catégories irait en s'aggravant.

En conclusion provisoire, cette idée du phénomène bureaucratique - loi générale de toute révolution prolétarienne a des conséquences immenses, qui sont encore loin d'être toutes maîtrisées, réfléchies, pour préparer autant que faire se peut l'avenir.

Notre conviction est que si l'on y réfléchit suffisamment, on peut parfaitement envisager de donner à tous les moyens d'accéder à ces tâches. C'est une question d'abord de volonté, puis de méthode d'organisation sociale et administrative. Une population exerçant toute entière, tout de suite, ces tâches, voilà la garantie des futurs succès révolutionnaires.

La bureaucratie et son corollaire, la corruption sont le lot quotidien dans tout le monde capitaliste. Aujourd'hui, tant dans les pays pauvres que dans tous les pays riches, cette corruption écœure les masses, et même l'ensemble de la population. Elle a atteint des sommets qui dégoûtent de la politique dans le sens noble du terme, car elle semble dire que les hommes seraient incapables de gouverner proprement. Et c'est en bonne partie la démoralisation qu'entraîne le succès et le développement à, une échelle incroyable de la

corruption, qui à son tour, éloigne les gens en général, et les jeunes en particulier, de la politique. Une population qui résoudra ce problème, une population qui rendra enfin vivant un mode de gouvernement propre, sera aussi le meilleur des exemples vis-à-vis des autres pays, celui qui fera de la révolution prolétarienne une tramée de poudre.